

**Rapport pour la commission  
permanente du Conseil régional  
NOVEMBRE 2016**

**Présenté par**  
**Valérie PECRESSE**  
*Présidente du Conseil régional  
d'Ile-de-France*

**POLITIQUE DE SOUTIEN A LA CREATION DE TIERS LIEUX**

**DISPOSITIF ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF**

**AVENANTS**



Chapitre budgétaire 905 – Aménagement des territoires  
Code fonctionnel 53 – Espace rural et autres espaces de développement  
Programme HP 53-001 « Aménagement et équipement de l'espace rural »  
Action 15300104 : Espaces de travail collaboratifs

Chapitre budgétaire : 905 – Aménagement des territoires  
Code fonctionnel : 56 – Technologies de l'information et de la communication  
Programme : HP 56-001 – Aide au développement du territoire numérique  
Action 15600105: – Espaces de travail collaboratifs

*Sommaire*

|                                                                                                        |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>EXPOSE DES MOTIFS .....</b>                                                                         | <b>5</b>   |
| <b>PROJET DE DELIBERATION.....</b>                                                                     | <b>7</b>   |
| <b>ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF.....</b>                                            | <b>16</b>  |
| <b>ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS.....</b>                                                | <b>26</b>  |
| <b>ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE RELATIVE AUX PROJETS FINANCES DANS LE CADRE DU<br/>CR N° 63-13 .....</b> | <b>138</b> |
| <b>ANNEXE 4 : CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE GROUPE LA POSTE<br/>SA .....</b>          | <b>146</b> |
| <b>ANNEXE 5 : CONVENTION TYPE RELATIVE AUX PROJETS FINANCES DANS LE CADRE DU<br/>CR N° 21-16 .....</b> | <b>157</b> |
| <b>ANNEXE 6 : AVENANT N°2 A LA CONVENTION N° EX 009170.....</b>                                        | <b>165</b> |
| <b>ANNEXE 7 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION N°1583 .....</b>                                             | <b>168</b> |
| <b>ANNEXE 8 : AVENANT N°2 A LA CONVENTION N° EX 005193.....</b>                                        | <b>171</b> |

## EXPOSE DES MOTIFS

L'exécutif régional fait du déploiement des tiers-lieux une priorité régionale afin d'assurer le développement d'une offre répondant aux besoins des entreprises et des salariés, en termes de localisation, d'offre de services et de qualité. Une attention particulière est portée aux zones périurbaines et aux zones rurales dans lesquelles se positionnent moins spontanément les acteurs privés.

Le présent rapport propose de délibérer sur la création de trente-huit nouveaux tiers-lieux, portant au total à 41 le nombre de nouveaux équipements développés grâce à l'appui de la Région en 2016. A partir d'un socle de caractéristiques communes (haut niveau de connexion, qualité du site), le choix a été fait de soutenir des projets présentant des profils variés répondant à la diversité des utilisateurs, des besoins et des territoires d'installation (projets de micro-working (de 10 à 15 m<sup>2</sup>) en zone peu dense, vastes espaces de travail mixtes -bureau individuel/espaces collectifs, avec le cas échéant des services associés (accompagnement, mise en réseau) dans les zones urbaines ou périurbaines ou à proximité des zones d'affaires. Les 41 tiers-lieux seront par ailleurs tous équipés d'un service de réservation en ligne qui permet à l'utilisateur de réserver son ou ses postes de travail à l'avance, ou de visualiser, en temps réel, l'offre francilienne disponible.

La mise en œuvre de la politique régionale en 2016 a ainsi permis d'accroître de 26 % le nombre de tiers-lieux en Ile-de-France soit 10 750m<sup>2</sup> de surfaces supplémentaires et 1 145 nouveaux postes de travail dédiés à l'accueil d'entreprises innovantes, de salariés et de travailleurs d'indépendant.

Il est ainsi proposé d'affecter à ces trente-huit projets un montant global de 2 433 197 € de subventions d'investissement réparties comme suit :

- 423 000 € d'autorisations de programme destinés à la réalisation de douze projets, à prélever sur le chapitre budgétaire 905 – Aménagement des territoires, code fonctionnel 56 – Technologies de l'information et de la communication, Programme HP 56-001 – Aide au développement du territoire numérique, Action : 15600105 – Espaces de travail collaboratifs au titre du dispositif n° CR 63-13,
- 2 010 197 € d'autorisations de programmes pour la réalisation de vingt-six tiers-lieux à prélever sur le chapitre budgétaire 905 – Aménagement des territoires, code fonctionnel 53 – Espace rural et autres espaces de développement, Programme HP 53-001 « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300104 Espaces de travail collaboratifs du budget 2016 au titre du dispositif CR 21-16 «1000 tiers lieux à l'horizon 2021 » dont 1 633 105 € de subvention en faveur du groupe La Poste pour la réalisation de 20 tiers-lieux, 307 792 € de subvention en faveur de la SNCF pour la réalisation de 4 tiers-lieux et 69 300 € de subvention destinés à la CCIP Ile-de-France pour la réalisation de deux tiers-lieux au titre du dispositif CR 21-16 «1000 tiers lieux à l'horizon 2021 ».

En second lieu, le présent rapport a pour objet de proposer trois avenants afin de tenir compte de l'évolution de projets déjà financés :

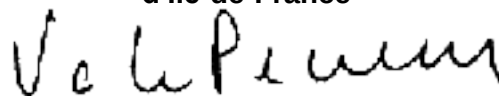
- Par délibération n° CP 15-440 du 9 septembre 2015, la Région a attribué une subvention de 103 050 € à la société NOMAD OFFICE, société par action simplifiée, pour la réalisation du tiers lieu à la Ferté-sous-Jouarre. Le bénéficiaire initial est en liquidation judiciaire et n'est plus en mesure de continuer à porter le projet financé. La société DIDAXIS, Société par Actions Simplifiées (SAS), dont le représentant est Monsieur Guillaume CAIROU, propose de reprendre à son compte le projet.  
Aussi, pour permettre la continuité du projet, il est proposé de signer un avenant n°2 à la convention initiale entre la Région, la SELARL GARNIER – GUILLOUËT, mandataire judiciaire de NOMAD OFFICE et la SAS DIDAXIS (nouveau bénéficiaire) pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention, à savoir, 72 135 € HT.

- Par délibération n° CP 14-508 du 24 septembre 2014, la Région a accordé une subvention de 50 000 € à la société SEINARIO pour le projet «LITTLE BIG BOAT». Le bénéficiaire initial n'étant plus en mesure de continuer à porter le projet financé, la société LITTLE BIG BOAT, Société par Actions Simplifiées (SAS), dont le représentant est Monsieur Loïc RAYE, se propose de le reprendre à son compte. Pour permettre la continuité du projet, il est proposé de signer un avenant n° 2 à la convention initiale entre la Région, la SAS SEINARIO (bénéficiaire initial) et la SAS LITTLE BIG BOAT (nouveau bénéficiaire) pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert de la totalité de la subvention, à savoir, 50 000 € HT.
- Par délibération n° CP 14-641 du 20 novembre 2014, la Région Ile-de-France a attribué une subvention de 43 800 € en fonctionnement et 6 200 € en investissement à l'Association Les Atomes Crochus, dans le cadre du dispositif e-inclusion, appel à projet 2014, pour le projet «développement d'un projet numérique intergénérationnels». L'association a reçu un versement d'un montant de 18 810,55 € pour la section en fonctionnement. En investissement, la structure a reçu un versement de 480,60 €. Le 17 décembre 2015, le conseil d'administration a décidé de réaliser la fusion des deux associations par voie d'absorption de l'Association Les Atomes Crochus par l'Association Traces. Les activités de l'Association Les Atomes Crochus liées au projet financé dans le cadre du dispositif e-inclusion continueront comme prévu. Pour permettre la continuité du projet, il est donc proposé de signer un avenant n° 1 à la convention initiale entre la Région, l'Association Les Atomes Crochus (bénéficiaire initial) et l'Association Traces (bénéficiaire final), et ce afin d'acter le changement de bénéficiaire et autoriser le transfert du reliquat de la subvention, à savoir 24 989,45 € pour le fonctionnement et 5 719,40 € pour l'investissement.

Ce rapport met également en œuvre l'obligation pour les structures subventionnées d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016. Le nombre de stagiaires à recruter pour l'ensemble des structures est détaillé dans les fiches projets annexées au projet de délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La Présidente du Conseil régional  
d'Ile-de-France**



**Valérie PECRESSE**

# PROJET DE DELIBERATION

DU 16 NOVEMBRE 2016

POLITIQUE DE SOUTIEN A LA CREATION DE TIERS LIEUX

DISPOSITIF ESPACE DE TRAVAIL COLLABORATIF

AVENANTS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;
- VU** Le règlement UE n° 1407/2013 de la Commission Européenne du 18/12/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
- VU** Le régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020.
- VU** le Code général des collectivités territoriales
- VU** La délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011 ayant adopté la Stratégie Régionale de Développement Economique et d'Innovation ;
- VU** La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;
- VU** La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier,
- VU** La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 stages pour les jeunes franciliens
- VU** La délibération n° CR 21-16 du 17 juin 2016 relatif à la politique régionale en matière de création de 1000 tiers lieux à l'horizon 2021 en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural des 2016
- VU** La délibération n° CP n°14-508 du 24 septembre 2014 relatif au soutien régional aux espaces de travail collaboratif (appel à projet 2014)
- VU** La délibération ° CP 14-641 du 20 novembre 2014 relative à l'appel à projet e-inclusion 2014
- VU** La délibération n° CP 15-440 du 9 septembre 2015 relatif au soutien régional aux espaces de travail collaboratif (appel à projet 2015)
- VU** La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;
- VU** Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016
- VU** Le rapport CP 16-642 présenté par madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
- VU** L'avis de la Commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;
- VU** L'avis de la Commission de la ruralité et de l'agriculture
- VU** L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

**Article 1 :**

Décide de participer au titre du dispositif Espaces de travail collaboratif au financement de 12 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 423 000 € réparti comme suit :

| Dossier - Code | Code postal lieu implantation | Porteur de projet                                                                      | Titre du projet                            | Forme juridique actuelle   | Montant base subventionnable | Montants HT ou TTC | Montant de l'aide régionale sollicitée | Taux de participation régional |
|----------------|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------|----------------------------------------|--------------------------------|
| 16014116       | 75                            | TRAMA                                                                                  | Why Theatre                                | Association                | 115 106,00 €                 | TTC                | 30 000,00 €                            | 26,06%                         |
| 16013030       | 75                            | RELAIS ACCUEIL                                                                         | Relais Cowork                              | Association                | 48 645,00 €                  | TTC                | 18 000,00 €                            | 37,00%                         |
| 16014113       | 75                            | CHAMBRE PROFESSIONNELLE D'ÎLE DE FRANCE D'HORLOGERIE BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFÈVRE | Creative                                   | Association                | 250 500,00 €                 | TTC                | 40 000,00 €                            | 15,97%                         |
| 16014169       | 77                            | ALTERN'ACTIFS                                                                          | Made in 77                                 | Association                | 78 500,00 €                  | TTC                | 30 000,00 €                            | 38,22%                         |
| 16014110       | 78                            | FAB21 FORMATION                                                                        | Fabrique 21                                | SAS                        | 60 000,00 €                  | TTC                | 25 000,00 €                            | 41,67%                         |
| 16014108       | 91                            | COMMUNE D'IGNY                                                                         | Co-work Nord-Essonne - IgnyLab             | Collectivité               | 277 350,00 €                 | HT                 | 80 000,00 €                            | 28,84%                         |
| 16013034       | 91                            | PROVALTIS                                                                              | Un bureau & plus                           | SAS                        | 155 250,00 €                 | HT                 | 40 000,00 €                            | 25,76%                         |
| 16014105       | 92                            | COMMUNE DE BOURG-LA-REINE                                                              | Espace de travail collaboratif et flexible | Collectivité               | 604 873,00 €                 | HT                 | 70 000,00 €                            | 11,57%                         |
| 16014115       | 92                            | OCCE HAUTS-DE-SEINE                                                                    | FabLab Emile Zola                          | Association                | 91 922,00 €                  | TTC                | 30 000,00 €                            | 32,64%                         |
| 16013028       | 93                            | PRESSE ET CITE                                                                         | Medialab                                   | Association                | 77 681,00 €                  | TTC                | 20 000,00 €                            | 25,75 %                        |
| 16014119       | 94                            | INTENCITY                                                                              | Espace de travail collaboratif             | SAS                        | 120 000,00 €                 | HT                 | 30 000,00 €                            | 25,00%                         |
| 16017297       | 91                            | CA CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION                                                        | Espace de travail collaboratif             | Communauté d'Agglomération | 53 500,00 €                  | HT                 | 10 000,00 €                            | 18,69 %                        |

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention type jointe en annexe n° 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à signer les conventions.

Affecte une autorisation de programme de 423 000 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'information et de la Communication, Programme HP 56-001 (156001), Aide au développement du territoire numérique. Action 15600105, Espaces de travail collaboratif, du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.



**Article 2 :**

Décide de participer au financement de vingt tiers lieux détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 633 105 € au groupe La Poste, réparti comme suit :

| Dossier - Code | Dpt | Dossier                                                      | Bénéficiaire                                  | Montant proposé de la décision | Taux du dossier | Montant de la base subventionnable |
|----------------|-----|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------------|-----------------|------------------------------------|
| 16014229       | 91  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Bondoufle              | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 195 998,00                     | 35,00           | 559 993,00                         |
| 16014405       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Enghien Les Bains      | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 63 912,00                      | 35,00           | 182 606,00                         |
| 16014406       | 91  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>La Ferté Alais         | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 189 066,00                     | 35,00           | 540 189,00                         |
| 16014407       | 91  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Limours                | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 145 009,00                     | 35,00           | 414 312,00                         |
| 16014408       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste-<br>Mery                    | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 52 129,00                      | 35,00           | 148 939,00                         |
| 16014409       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste-<br>Monsault                | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 53 253,00                      | 35,00           | 152 151,00                         |
| 16014410       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Neslee la Vallée       | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 97 181,00                      | 35,00           | 277 659,00                         |
| 16014411       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Pontoise               | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 91 103,00                      | 35,00           | 260 293,00                         |
| 16014412       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Saint Prix             | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 54 208,00                      | 35,00           | 154 881,00                         |
| 16014413       | 77  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Vetheuil               | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 100 393,00                     | 35,00           | 286 838,00                         |
| 16014414       | 77  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Tournan en Brie        | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 222 522,00                     | 35,00           | 635 778,00                         |
| 16014415       | 77  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Fontenay-<br>Tressigny | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 304 740,00                     | 35,00           | 870 687,00                         |
| 16014416       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Ezanville              | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 27 205,00                      | 35,00           | 77 730,00                          |
| 16014417       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Sarcelles Sablons      | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00                       | 35,00           | 14 853,00                          |
| 16014418       | 95  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Garges la Muette       | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00                       | 35,00           | 14 853,00                          |
| 16014426       | 77  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Juilly                 | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00                       | 35,00           | 14 853,00                          |
| 16014427       | 77  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Crouy sur Ourcq        | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00                       | 35,00           | 14 853,00                          |
| 16014442       | 91  | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Etampes                | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00                       | 35,00           | 14 853,00                          |

|          |    |                                                  |                                               |          |       |           |
|----------|----|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------|-------|-----------|
| 16014445 | 78 | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Maurecourt | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00 | 35,00 | 14 853,00 |
| 16014446 | 78 | Tiers lieux -<br>Groupe La Poste -<br>Chevreuse  | LA POSTE DIRECTION<br>GENERALE DE LA<br>POSTE | 5 198,00 | 35,00 | 14 853,00 |

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention jointe en annexe n°4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 633 105 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 53, Espace rural et autres espaces de développement, Programme HP 53-001 (153001), Aménagement et équipement de l'espace rural», Action 153 00104 Espaces de travail collaboratifs, du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

### **Article 3 :**

Décide de participer au financement de quatre tiers lieux détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 307 792 € à la SNCF, réparti comme suit :

| Dossier -<br>Code |    | Dossier                                              | Bénéficiaire   | Montant<br>proposé de<br>la décision | Taux du<br>dossier | Montant de la<br>base<br>subventionnable |
|-------------------|----|------------------------------------------------------|----------------|--------------------------------------|--------------------|------------------------------------------|
| 16015410          | 78 | TIERS LIEUX -<br>SNCF - CHAVILLE<br>VELIZY           | SNCF MOBILITES | 62 370,00                            | 35,00              | 178 200,00                               |
| 16015413          | 93 | TIERS LIEUX -<br>SNCF - SEVRAN<br>BEAUDOTTES         | SNCF MOBILITES | 84 841,00                            | 35,00              | 242 403,00                               |
| 16015414          | 78 | TIERS LIEUX -<br>SNCF -<br>VERSAILLES RIVE<br>DROITE | SNCF MOBILITES | 89 897,00                            | 35,00              | 256 850,00                               |
| 16015415          | 91 | TIERS LIEUX -<br>SNCF- EPINAY SUR<br>ORGE            | SNCF MOBILITES | 70 684,00                            | 35,00              | 201 955,00                               |

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention jointe en annexe n° 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 307 792 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 53, Espace rural et autres espaces de développement, Programme HP 53-001 (153001), Aménagement et équipement de l'espace rural, Action 153 00104 Espaces de travail collaboratifs, du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

**Article 4 :**

Décide de participer au financement de deux tiers lieu détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 69 300 € à la CCI Paris Ile-de-France :

| Dossier - Code | Dossier                                    | Bénéficiaire                                                                  | Montant proposé de la décision | Taux du dossier | Montant de la base subventionnable |
|----------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------|------------------------------------|
| 16015889       | 95 TIERS LIEUX - CCIP- SMART BUSINESS 95   | CCIP CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS<br>CCIP SERVICES CENTRAUX DG | 11 550,00                      | 35,00           | 33 000,00                          |
| 16016079       | 94 TIERS LIEU - CCIP-SMART HUB BUSINESS 94 | CCIP CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS<br>CCIP SERVICES CENTRAUX DG | 57 750,00                      | 35,00           | 165 000,00                         |

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention jointe en annexe n° 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 69 300 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 53, Espace rural et autres espaces de développement, Programme HP 53-001 (153001), Aménagement et équipement de l'espace rural, Action 153 00104 Espaces de travail collaboratifs, du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

**Article 5 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

| Dossier - Code | Bénéficiaire                                                                           | Date de la demande de subvention | Date prévisionnelle de démarrage | Démarrage anticipé | Motivation démarrage anticipé                                                                                                              |
|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 16014116       | TRAMA                                                                                  | 27/05/2016                       | 30/05/2016                       | oui                | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16013030       | RELAIS ACCUEIL                                                                         | 27/05/2016                       | 30/05/2016                       | oui                | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014113       | CHAMBRE PROFESSIONNELLE D'ILE DE FRANCE D'HORLOGERIE BIJOUTERIE, JOAILLERIE ET ORFÈVRE | 27/05/2016                       | 30/05/2016                       | oui                | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |

|          |                                 |            |            |     |                                                                                                                                            |
|----------|---------------------------------|------------|------------|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 16014169 | ALTERN'ACTIFS                   | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014110 | FAB21 FORMATION                 | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014108 | COMMUNE D'IGNY                  | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16013034 | PROVALTIS                       | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014105 | COMMUNE DE BOURG-LA-REINE       | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014115 | OCCE HAUTS-DE-SEINE             | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16013028 | PRESSE ET CITE                  | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014119 | INTENCITY                       | 27/05/2016 | 30/05/2016 | oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16017297 | CA CŒUR D'ESSONNE AGGLOMERATION | 27/05/2016 | 30/05/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014229 | Groupe La Poste                 | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014405 | Groupe La Poste                 | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014406 | Groupe La Poste                 | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |

|          |                 |            |            |     |                                                                                                                                            |
|----------|-----------------|------------|------------|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 16014407 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014408 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014409 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014410 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014411 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014412 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014413 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014414 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014415 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014416 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014417 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014418 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |

|          |                 |            |            |     |                                                                                                                                            |
|----------|-----------------|------------|------------|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 16014426 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014427 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014442 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014445 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16014446 | Groupe La Poste | 29/07/2016 | 29/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16015410 | SNCF            | 30/07/2016 | 30/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16015413 | SNCF            | 30/07/2016 | 30/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16015414 | SNCF            | 30/07/2016 | 30/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16015415 | SNCF            | 30/07/2016 | 30/07/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16015889 | CCIP            | 19/08/2016 | 19/08/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |
| 16016079 | CCIP            | 19/08/2016 | 19/08/2016 | Oui | Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens |

**Article 6 :**

Décide le transfert à la SAS DIDAXIS de 72 135 € correspondant au reliquat de la subvention initiale accordée à la SAS NOMAD OFFICE, représentée par le mandataire judiciaire GARNIER-GUILLOUËT. Cette subvention a été attribuée par la délibération n° CP 15-440 du 9 septembre 2015, en vue de la mise en œuvre du projet «Création d'un tiers lieu à la Ferté-sous-Jouarre», soit 103 050 € représentant 50 % des dépenses éligibles estimées à 206 100 €.

Subordonne le versement de la subvention à la SAS DIDAXIS à la signature d'un avenant tripartite n° 2 à la convention n° EX009170 entre la Région, la SAS NOMAD OFFICE représenté par la SELARL GARNIER-GUILLOUËT (liquidateur judiciaire) et la SAS DIDAXIS telle que présentée en annexe 6 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

**Article 7:**

Décide le transfert à la SAS LITTLE BIG BOAT de la subvention initiale accordée à la SAS SEINARIO. Cette subvention a été attribuée par la délibération n° CP 14-508 du 24 septembre 2014, en vue de la mise en œuvre du projet «LITTLE BIG BOAT- SEINARIO», soit 50 000 € représentant 12,30 % des dépenses éligibles estimées à 406 473 €.

Subordonne le versement de la subvention à la SAS LITTLE BIG BOAT à la signature d'un avenant tripartite n° 2 à la convention n° EX005193 entre la Région, la SAS LITTLE BIG BOAT et la SAS SEINARIO, tel que présenté en annexe n° 8 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

**Article 8 :**

Décide le transfert à l'Association Traces d'une partie de la subvention initiale accordée à l'Association Les Atomes Crochus, par la délibération n° CP 14-641 du 20 novembre 2014, en vue de la mise en œuvre du projet «développement d'un projet numérique intergénérationnels», soit 24 989,45 € pour le fonctionnement correspondant au solde de la subvention initiale de 43 800 € représentant 29,92 % des dépenses éligibles estimées à 146 400,00 € et 5 719,40 € représentant 80 % des dépenses éligibles estimées à 7 750 €.

Subordonne le versement de la subvention à l'Association Traces à la signature d'un avenant tripartite n° 1 à la convention n° 1583 entre la Région, l'Association Les Atomes Crochus et l'Association Traces, tel que présenté en annexe n° 7 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

**La Présidente du Conseil régional  
d'Ile-de-France**

**Valérie PECRESSE**

## **ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF**



## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

|                          |            |               |          |        |      |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|
| Commission permanente du | 16/11/2016 | N° de rapport | CP16-642 | Budget | 2016 |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|

|                  |                                                      |
|------------------|------------------------------------------------------|
| Chapitre         | 905 - Aménagement des territoires                    |
| Code fonctionnel | 53 - Espace rural et autres espaces de développement |
| Programme        | 153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural |
| Action           | 15300104 - Espaces de travail collaboratifs          |

## Dispositif : N° 00000962 - Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs

|                      |                                                      |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014229 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Bondoufle |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE     |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                 |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 195 998,00 €                                         |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                      | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 559 993.00 €         | HT                                                   | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                      |                       |  | 195 998.00 €                                            |       |

|                      |                                                              |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014405 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Enghien Les Bains |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE             |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                         |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                        |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 63 912,00 €                                                  |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                              | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 182 606,00 €         | HT                                                           | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                              |                       |  | 63 912,00 €                                             |       |

|                      |                                                           |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014406 - Tiers lieux - Groupe La Poste - La Ferté Alais |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE          |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                      |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                     |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 189 066,00 €                                              |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                           | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 540 189,00 €         | HT                                                        | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                           |                       |  | 189 066,00 €                                            |       |

|                      |                                                    |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|----------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014407 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Limours |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE   |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                               |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                              |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 145 009,00 €                                       |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                    | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 414 312,00 €         | HT                                                 | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                    |                       |  | 145 009,00 €                                            |       |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

| Commission permanente du | 16/11/2016 | N° de rapport | CP16-642 | Budget | 2016 |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|

|                      |                                                  |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|--------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014408 - Tiers lieux - Groupe La Poste- Mery   |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                             |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                            |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 52 129,00 €                                      |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                  | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 148 939,00 €         | HT                                               | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                  |                       |  | 52 129,00 €                                             |       |

|                      |                                                    |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|----------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014409 - Tiers lieux - Groupe La Poste- Monsoult |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE   |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                               |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                              |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 53 253,00 €                                        |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                    | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 152 151,00 €         | HT                                                 | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                    |                       |  | 53 253,00 €                                             |       |

|                      |                                                             |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014410 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Neslee la Vallée |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE            |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                        |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                       |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 97 181,00 €                                                 |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                             | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 277 659.00 €         | HT                                                          | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                             |                       |  | 97 181,00 €                                             |       |

|                      |                                                     |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014411 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Pontoise |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE    |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                               |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 91 103,00 €                                         |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                     | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 260 293.00 €         | HT                                                  | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                     |                       |  | 91 103,00 €                                             |       |

|                      |                                                       |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014412 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Saint Prix |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE      |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                  |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                 |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 54 208,00 €                                           |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                       | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 154 881,00 €         | HT                                                    | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                       |                       |  | 54 208,00 €                                             |       |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

| Commission permanente du | 16/11/2016 | N° de rapport | CP16-642 | Budget | 2016 |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|

|                      |                                                     |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-----------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014413 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Vetheuil |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE    |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                               |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 100 393,00 €                                        |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                     | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 286 838,00 €         | HT                                                  | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                     |                       |  | 100 393,00 €                                            |       |

|                      |                                                            |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014414 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Tournan en Brie |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE           |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                       |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                      |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 222 522,00 €                                               |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                            | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 635 778,00 €         | HT                                                         | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                            |                       |  | 222 522,00 €                                            |       |

|                      |                                                               |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|---------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014415 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Fontenay-Tressigny |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE              |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                          |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                         |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 304 740,00 €                                                  |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                               | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 870 687,00 €         | HT                                                            | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                               |                       |  | 304 740,00 €                                            |       |

|                      |                                                      |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014416 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Ezanville |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE     |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                 |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 27 205,00 €                                          |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                      | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 77 730,00 €          | HT                                                   | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                      |                       |  | 27 205,00 €                                             |       |

|                      |                                                              |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014417 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Sarcelles Sablons |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE             |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                         |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                        |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                                   |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                              | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                           | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                              |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

| Commission permanente du | 16/11/2016 | N° de rapport | CP16-642 | Budget | 2016 |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|

|                      |                                                             |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014418 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Garges la Muette |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE            |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                        |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                       |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                                  |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                             | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                          | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                             |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

|                      |                                                   |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|---------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014426 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Juilly |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                              |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                             |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                        |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                   | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                   |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

|                      |                                                            |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014427 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Crouy sur Ourcq |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE           |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                       |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                      |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                                 |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                            | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                         | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                            |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

|                      |                                                    |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|----------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014442 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Etampes |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE   |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                               |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                              |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                         |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                    | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                 | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                    |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

|                      |                                                       |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014445 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Maurecourt |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE      |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                  |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                 |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                            |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                       | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                    | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                       |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

| Commission permanente du | 16/11/2016 | N° de rapport | CP16-642 | Budget | 2016 |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|

|                      |                                                      |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014446 - Tiers lieux - Groupe La Poste - Chevreuse |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R17315 - LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE     |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                 |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 5 198,00 €                                           |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                      | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 14 853,00 €          | HT                                                   | 35 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                                                      |                       |  | 5 198,00 €                                              |       |

|                      |                                                 |                       |  |                                                         |         |
|----------------------|-------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|---------|
| Dossier              | 16015410 - TIERS LIEUX - SNCF - CHAVILLE VELIZY |                       |  |                                                         |         |
| Bénéficiaire         | R22844 - SNCF MOBILITES                         |                       |  |                                                         |         |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                            |                       |  |                                                         |         |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                           |                       |  |                                                         |         |
| Montant total        | 62 370,00 €                                     |                       |  | Code nature                                             | 2041721 |
| Base subventionnable |                                                 | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |         |
| 178 200,00 €         | HT                                              | 35 %                  |  |                                                         |         |
|                      |                                                 |                       |  | 62 370,00 €                                             |         |

|                      |                                                   |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|---------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16015413 - TIERS LIEUX - SNCF - SEVRAN BEAUDOTTES |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | R22844 - SNCF MOBILITES                           |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                              |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                             |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 84 841,00 €                                       |                       |  | Code nature                                             | 204181 |
| Base subventionnable |                                                   | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 242 403.00 €         | HT                                                | 35 %                  |  |                                                         |        |
|                      |                                                   |                       |  | 84 841,00 €                                             |        |

|                      |                                                        |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16015414 - TIERS LIEUX - SNCF - VERSAILLES RIVE DROITE |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | R22844 - SNCF MOBILITES                                |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                   |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                  |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 89 897,00 €                                            |                       |  | Code nature                                             | 204181 |
| Base subventionnable |                                                        | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 256 850.00 €         | HT                                                     | 35 %                  |  |                                                         |        |
|                      |                                                        |                       |  | 89 897,00 €                                             |        |

|                      |                                                |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16015415 - TIERS LIEUX - SNCF- EPINAY SUR ORGE |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | R22844 - SNCF MOBILITES                        |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                           |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                          |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 70 684,00 €                                    |                       |  | Code nature                                             | 204181 |
| Base subventionnable |                                                | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 201 955,00 €         | HT                                             | 35 %                  |  |                                                         |        |
|                      |                                                |                       |  | 70 684,00 €                                             |        |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

|                                 |                   |                      |                 |               |             |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------|-------------|
| <b>Commission permanente du</b> | <b>16/11/2016</b> | <b>N° de rapport</b> | <b>CP16-642</b> | <b>Budget</b> | <b>2016</b> |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------|-------------|

|                      |                                                                                 |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16015889 - TIERS LIEUX - CCIP- SMART BUSINESS 95                                |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                                            |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                                           |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 11 550,00 €                                                                     |                       |  | Code nature                                             | 204181 |
| Base subventionnable |                                                                                 | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 33 000,00 €          | HT                                                                              | 35 %                  |  |                                                         |        |
|                      |                                                                                 |                       |  | 11 550,00 €                                             |        |

|                      |                                                                                 |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16016079 - TIERS LIEU - CCIP-SMART HUB BUSINESS 94                              |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                                                            |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                                                           |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 57 750,00 €                                                                     |                       |  | Code nature                                             | 204181 |
| Base subventionnable |                                                                                 | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 165 000,00 €         | HT                                                                              | 35 %                  |  | 57 750,00 €                                             |        |

|                                                                                      |                |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Total sur le dispositif N° 00000962 - Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 2 010 197,00 € |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------|

|                                                     |                |
|-----------------------------------------------------|----------------|
| Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300104 | 2 010 197,00 € |
|-----------------------------------------------------|----------------|

|                         |                                                                  |
|-------------------------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Chapitre</b>         | <b>905 - Aménagement des territoires</b>                         |
| <b>Code fonctionnel</b> | <b>56 - Technologies de l'information et de la communication</b> |
| <b>Programme</b>        | <b>156001 - Aide au développement du territoire numérique</b>    |
| <b>Action</b>           | <b>15600105 - Espaces de travail collaboratifs</b>               |

## Dispositif : N° 00000756 - Soutien aux espaces de travail collaboratif

|                      |                           |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|---------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16013028 - PRESSE ET CITE |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | P0003635 - PRESSE & CITE  |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE      |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD     |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 20 000,00 €               |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                           | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 77 681,00 €          | TTC                       | 25,75 %               |  |                                                         |       |
|                      |                           |                       |  | 20 000,00 €                                             |       |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

|                                 |                   |                      |                 |               |             |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------|-------------|
| <b>Commission permanente du</b> | <b>16/11/2016</b> | <b>N° de rapport</b> | <b>CP16-642</b> | <b>Budget</b> | <b>2016</b> |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------|-------------|

|                      |                           |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|---------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16013030 - RELAIS ACCUEIL |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R1576 - RELAIS ACCUEIL    |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE      |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD     |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 18 000,00 €               |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                           | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 48 645,00 €          | TTC                       | 37 %                  |  |                                                         |       |
|                      |                           |                       |  | 18 000,00 €                                             |       |

|                      |                       |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-----------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16013034 - PROVALTIS  |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | P0035099 - PROVALTIS  |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE  |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 40 000,00 €           |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                       | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 155 250,00 €         | HT                    | 25,76 %               |  |                                                         |       |
|                      |                       |                       |  | 40 000,00 €                                             |       |

|                      |                                      |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|--------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16014105 - COMMUNE DE BOURG LA REINE |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | R1014 - COMMUNE DE BOURG LA REINE    |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                 |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 70 000,00 €                          |                       |  | Code nature                                             | 204141 |
| Base subventionnable |                                      | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 604 873.00 €         | HT                                   | 11,57 %               |  |                                                         |        |
|                      |                                      |                       |  | 70 000,00 €                                             |        |

|                      |                           |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|---------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16014108 - COMMUNE D'IGNY |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | R1129 - COMMUNE D'IGNY    |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE      |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD     |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 80 000,00 €               |                       |  | Code nature                                             | 204141 |
| Base subventionnable |                           | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 277 350.00 €         | HT                        | 28,84 %               |  |                                                         |        |
|                      |                           |                       |  | 80 000,00 €                                             |        |

|                      |                            |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|----------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014110 - FAB21 FORMATION |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | P0035091 - FAB21 FORMATION |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | YVELINES                   |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD      |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 25 000,00 €                |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                            | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 60 000,00 €          | TTC                        | 41,67 %               |  |                                                         |       |
|                      |                            |                       |  | 25 000,00 €                                             |       |

## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

|                                 |                   |                      |                 |               |             |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------|-------------|
| <b>Commission permanente du</b> | <b>16/11/2016</b> | <b>N° de rapport</b> | <b>CP16-642</b> | <b>Budget</b> | <b>2016</b> |
|---------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------|---------------|-------------|

|                      |                                                    |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|----------------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014113 - CHAMBRE SYNDICALE HORLOGERIE BIJOUTERIE |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | R21753 - CHAMBRE SYNDICALE HORLOGERIE BIJOUTERIE   |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                               |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                              |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 40 000,00 €                                        |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                                    | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 250 500,00 €         | TTC                                                | 15,97 %               |  | 40 000,00 €                                             |       |

|                      |                                |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|--------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014115 - OCCE HAUTS DE SEINE |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | P0035125 - OCCE HAUTS DE SEINE |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE           |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD          |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 30 000,00 €                    |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                                | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 91 922,00 €          | TTC                            | 32,64 %               |  | 30 000,00 €                                             |       |

|                      |                              |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014116 - ASSOCIATION TRAMA |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | P0035102 - TRAMA             |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE         |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD        |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 30 000,00 €                  |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                              | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 138 127,20 €         | TTC                          | 26,06 %               |  | 30 000,00 €                                             |       |

|                      |                       |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|-----------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014119 - INTENCITY  |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | EX005552 - INTENCITY  |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE  |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 30 000,00 €           |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                       | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 120 000,00 €         | HT                    | 25 %                  |  | 30 000,00 €                                             |       |

|                      |                          |                       |  |                                                         |       |
|----------------------|--------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|-------|
| Dossier              | 16014169 - ALTERN'ACTIFS |                       |  |                                                         |       |
| Bénéficiaire         | P0035201 - ALTERN ACTIFS |                       |  |                                                         |       |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE     |                       |  |                                                         |       |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD    |                       |  |                                                         |       |
| Montant total        | 30 000,00 €              |                       |  | Code nature                                             | 20421 |
| Base subventionnable |                          | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |       |
| 78 500,00 €          | TTC                      | 38,22 %               |  | 30 000,00 €                                             |       |



## Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

|                          |            |               |          |        |      |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|
| Commission permanente du | 16/11/2016 | N° de rapport | CP16-642 | Budget | 2016 |
|--------------------------|------------|---------------|----------|--------|------|

|                      |                                             |                       |  |                                                         |        |
|----------------------|---------------------------------------------|-----------------------|--|---------------------------------------------------------|--------|
| Dossier              | 16017297 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION |                       |  |                                                         |        |
| Bénéficiaire         | P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION |                       |  |                                                         |        |
| Localisation         | REGION ILE DE FRANCE                        |                       |  |                                                         |        |
| CPER/CPRD            | Hors CPER - Hors CPRD                       |                       |  |                                                         |        |
| Montant total        | 10 000,00 €                                 |                       |  | Code nature                                             | 204141 |
| Base subventionnable |                                             | Taux de participation |  | Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale |        |
| 53 500,00 €          | HT                                          | 18,69 %               |  | 10 000,00 €                                             |        |

|                                                                                   |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Total sur le dispositif N° 00000756 - Soutien aux espaces de travail collaboratif | 423 000,00 € |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|

|                                                     |              |
|-----------------------------------------------------|--------------|
| Total sur l'imputation 905 - 56 - 156001 - 15600105 | 423 000,00 € |
|-----------------------------------------------------|--------------|

## **ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS**

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015410</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                     |
|-----------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - SNCF - CHAVILLE VELIZY</b> |
|-----------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 178 200,00 €                 | 35,00 %             | 62 370,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>62 370,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-2041721-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : SNCF MOBILITES  
 Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES  
 93210 SAINT DENIS  
 Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial  
 Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16 intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail, situé dans la gare de Chaville Vélizy.

**Description :**

La SNCF souhaite aménager un espace de travail collaboratif au sein de la gare de Chaville Vélizy (gare recevant entre 4 000 et 4 500 entrants par jour).

**Moyens mis en œuvre :**

Les services proposés seront les suivants : location de bureaux indépendants et partagés, location de salle de réunion, espaces de formation, service de conciergerie. Les horaires d'ouverture seront les suivants : 7H00-21H00 & 24/24H pour les coworkers. Le site comprendra 19 postes et s'étendra sur une surface de 100 m².

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 178 200 €

Coûts d'exploitation actualisés : 456 390 €

Revenus d'exploitation actualisés : 529 650 €

Marge d'exploitation : 73 260 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         |
|--------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 165 000,00 | 92,59%  |
| EQUIPEMENT   | 13 200,00  | 7,41%   |
| Total        | 178 200,00 | 100,00% |

| Recettes (€)                  |            |         |
|-------------------------------|------------|---------|
| Libellé                       | Montant    | %       |
| Subvention Région (attribuée) | 62 370,00  | 35,00%  |
| Fonds propres                 | 115 830,00 | 65,00%  |
| Total                         | 178 200,00 | 100,00% |

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 40 522,00 € |

#### ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional (informations en cours de consolidation) :

| Année | Dispositif d'aide                                         | Montant voté     |
|-------|-----------------------------------------------------------|------------------|
| 2013  | Accessibilité des transports                              | 5 330 000,00 €   |
| 2013  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 5 850 000,00 €   |
| 2013  | Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)     | 127 124,00 €     |
| 2013  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 24 584 953,00 €  |
| 2014  | Accessibilité des transports                              | 2 000 000,00 €   |
| 2014  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 6 741 000,00 €   |
| 2014  | Matériel roulant                                          | 17 100 000,00 €  |
| 2014  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 12 400 398,00 €  |
| 2014  | Valorisation du patrimoine régional                       | 126 000,00 €     |
| 2015  | Accessibilité des transports                              | 6 000 000,00 €   |
| 2015  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 40 380 533,28 €  |
| 2016  | Accessibilité des transports                              | 13 000 000,00 €  |
| 2016  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 54 229 698,65 €  |
|       | Montant total                                             | 187 869 706,93 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015413</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - SNCF - SEVRAN BEAUDOTTES</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 242 403,00 €                 | 35,00 %             | 84 841,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>84 841,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-204181-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : SNCF MOBILITES  
 Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES  
 93210 SAINT DENIS  
 Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial  
 Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGECE 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16 intitulé "1000 tiers lieux en doublan prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail, situé dans la gare de Sevrans Beaudottes.

**Description :**

La SNCF souhaite aménager un espace de travail collaboratif au sein de la gare de Sevrans Beaudottes (gare recevant entre 14 000 et 15 000 entrants par jour).

**Moyens mis en œuvre :**

Les services proposés seront les suivants: location de bureaux indépendants et partagés, location de salle de réunion, espaces de formation, service de conciergerie. Les horaires d'ouverture seront les suivants: 7H00-21H00 & 24/24H pour les coworkers. Le site comprendra 19 postes et s'étendra sur une surface de 225 m².

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 242 403 €

Coûts d'exploitation actualisés : 424 215 €

Revenus d'exploitation actualisés : 564 656 €

Marge d'exploitation : 140 441 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 227 403,00 | 93,81%  | SUBVENTION REGION | 84 841,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 15 000,00  | 6,19%   | FONDS PROPRES     | 157 562,00 | 65,00%  |
| Total        | 242 403,00 | 100,00% | Total             | 242 403,00 | 100,00% |

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 84 841,00 € |

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| Année | Dispositif d'aide                                         | Montant voté     |
|-------|-----------------------------------------------------------|------------------|
| 2013  | Accessibilité des transports                              | 5 330 000,00 €   |
| 2013  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 5 850 000,00 €   |
| 2013  | Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)     | 127 124,00 €     |
| 2013  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 24 584 953,00 €  |
| 2014  | Accessibilité des transports                              | 2 000 000,00 €   |
| 2014  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 6 741 000,00 €   |
| 2014  | Matériel roulant                                          | 17 100 000,00 €  |
| 2014  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 12 400 398,00 €  |
| 2014  | Valorisation du patrimoine régional                       | 126 000,00 €     |
| 2015  | Accessibilité des transports                              | 6 000 000,00 €   |
| 2015  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 40 380 533,28 €  |
| 2016  | Accessibilité des transports                              | 13 000 000,00 €  |
| 2016  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 54 229 698,65 €  |
|       | Montant total                                             | 187 869 706,93 € |



|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015414</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - SNCF - VERSAILLES RIVE DROITE</b> |
|------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 256 850,00 €                 | 35,00 %             | 89 897,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>89 897,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-204181-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : SNCF MOBILITES  
 Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES  
 93210 SAINT DENIS  
 Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial  
 Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGECE 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16 intitulé "1000 tiers lieux en doublan prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail, situé dans la gare de Versailles Rive Droite.

**Description :**

La SNCF souhaite aménager un espace de travail collaboratif au sein de la gare de Versailles Rive Droite (gare recevant entre 9 000 et 10 000 entrants par jour).

**Moyens mis en œuvre :**

Les services proposés seront les suivants : location de bureaux indépendants et partagés, location de salle de réunion, espaces de formation, service de conciergerie. Les horaires d'ouverture seront les suivants : 7H00-21H00 & 24/24H pour les coworkers. Le site comprendra 19 postes et s'étendra sur une surface de 189 m².

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 256 850 €

Coûts d'exploitation actualisés : 794 970 €

Revenus d'exploitation actualisés : 953 370 €

Marge d'exploitation : 158 400 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| EQUIPEMENT   | 12 400,00  | 4,83%   | SUBVENTION REGION | 89 897,00  | 35,00%  |
| AMENAGEMENT  | 244 450,00 | 95,17%  | FONDS PROPRES     | 166 953,00 | 65,00%  |
| Total        | 256 850,00 | 100,00% | Total             | 256 850,00 | 100,00% |

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 89 897,00 € |

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| Année | Dispositif d'aide                                         | Montant voté     |
|-------|-----------------------------------------------------------|------------------|
| 2013  | Accessibilité des transports                              | 5 330 000,00 €   |
| 2013  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 5 850 000,00 €   |
| 2013  | Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)     | 127 124,00 €     |
| 2013  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 24 584 953,00 €  |
| 2014  | Accessibilité des transports                              | 2 000 000,00 €   |
| 2014  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 6 741 000,00 €   |
| 2014  | Matériel roulant                                          | 17 100 000,00 €  |
| 2014  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 12 400 398,00 €  |
| 2014  | Valorisation du patrimoine régional                       | 126 000,00 €     |
| 2015  | Accessibilité des transports                              | 6 000 000,00 €   |
| 2015  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 40 380 533,28 €  |
| 2016  | Accessibilité des transports                              | 13 000 000,00 €  |
| 2016  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 54 229 698,65 €  |
|       | Montant total                                             | 187 869 706,93 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015415</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                    |
|----------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - SNCF- EPINAY SUR ORGE</b> |
|----------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 201 955,00 €                 | 35,00 %             | 70 684,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>70 684,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-204181-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : SNCF MOBILITES  
 Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES  
 93210 SAINT DENIS  
 Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial  
 Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juillet 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16 intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail, situé dans la gare d'Epinay sur Orge.

**Description :**

La SNCF souhaite aménager un espace de travail collaboratif au sein de la gare d'Epinay Sur Orge (gare recevant entre 5 000 et 5 500 entrants par jour).

**Moyens mis en œuvre :**

Les services proposés seront les suivants : location de bureaux indépendants et partagés, location de salle de réunion, espaces de formation, service de conciergerie. Les horaires d'ouverture seront les suivants : 7H00-21H00 & 24/24H pour les coworkers. Le site comprendra 19 postes et s'étendra sur une surface de 90 m².

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 201 955 €

Coûts d'exploitation actualisés : 524 700 €

Revenus d'exploitation actualisés : 611 226 €

Marge d'exploitation : 86 526 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 133 995,00 | 66,35%  | Subvention REGION | 70 684,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 67 960,00  | 33,65%  | FONDS PROPRES     | 131 271,00 | 65,00%  |
| Total        | 201 955,00 | 100,00% | Total             | 201 955,00 | 100,00% |

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 70 684,00 € |

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| Année | Dispositif d'aide                                         | Montant voté     |
|-------|-----------------------------------------------------------|------------------|
| 2013  | Accessibilité des transports                              | 5 330 000,00 €   |
| 2013  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 5 850 000,00 €   |
| 2013  | Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)     | 127 124,00 €     |
| 2013  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 24 584 953,00 €  |
| 2014  | Accessibilité des transports                              | 2 000 000,00 €   |
| 2014  | Amélioration de la sécurité dans les transports en commun | 6 741 000,00 €   |
| 2014  | Matériel roulant                                          | 17 100 000,00 €  |
| 2014  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 12 400 398,00 €  |
| 2014  | Valorisation du patrimoine régional                       | 126 000,00 €     |
| 2015  | Accessibilité des transports                              | 6 000 000,00 €   |
| 2015  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 40 380 533,28 €  |
| 2016  | Accessibilité des transports                              | 13 000 000,00 €  |
| 2016  | Opérations d'infrastructure de transports en commun       | 54 229 698,65 €  |
|       | Montant total                                             | 187 869 706,93 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015889</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                      |
|------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - CCIP- SMART BUSINESS 95</b> |
|------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 33 000,00 €                  | 35,00 %             | 11 550,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | 11 550,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-53-204181-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE  
REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX  
DG

Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND  
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Jean-Paul VERMES, Président

N° SIRET : 13001727000013

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)  
Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 19 août 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 19 août 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

La CCI Paris Ile-de-France souhaite se projeter dans une politique de développement de l'offre digitale, tant pour les besoins des entreprises d'Ile-de-France que pour ceux de ses propres collaborateurs. C'est donc à ce titre que la CCI Paris Ile-de-France souhaite la création d'espaces de coworking dans les CCI départementales. Ces espaces sont dénomés "Smart Hub Business". L'objectif de ce projet présenté dans cette fiche est la création d'un Smart Hub Business pour le département du Val d'Oise

**Description :**

Les services proposés par l'espace sont les suivants:

- Bureaux ;
- Salles de réunion;
- espace lounge d'animation et de réseautage en lien avec les clusters thématiques du territoire;
- espaces de démonstration.

**Intérêt régional :**

- développement du télétravail,
- développement de l'entrepreneuriat

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- entreprises du 95
- salariés des chambres de commerce et d'industrie,

**Détail du calcul de la subvention :**

Coût d'investissement actualisé: 33 000€

Coûts d'exploitation actualisés: 21 000€

Revenus d'exploitation actualisé: 9 000€

Marge d'exploitation: - 12 000€

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| Amenagement  | 21 000,00 | 63,64%  | Subvention région | 11 550,00 | 35,00%  |
| Travaux      | 12 000,00 | 36,36%  | Fonds propres     | 21 450,00 | 65,00%  |
| Total        | 33 000,00 | 100,00% | Total             | 33 000,00 | 100,00% |

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 11 550,00 € |

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**



**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| <b>Année</b> | <b>Dispositif d'aide</b>                                                                                                                             | <b>Montant voté</b> |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 2013         | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                                              | 54 000,00 €         |
| 2013         | Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage | 688 799,74 €        |
| 2013         | Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens                                                                                                   | 279 070,00 €        |
| 2013         | Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social                    | 30 000,00 €         |
| 2013         | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                                      | 204 375,00 €        |
| 2013         | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                                              | 466 016,00 €        |
| 2013         | Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens                                                                                                  | 255 383,20 €        |
| 2013         | Fonds de développement touristique régional (FDTR)                                                                                                   | 107 503,00 €        |
| 2013         | Formation de formateurs en CFA                                                                                                                       | 15 225,00 €         |
| 2013         | Incitation à la mobilité des apprentis                                                                                                               | 306 700,00 €        |
| 2013         | PM'up - Fonctionnement                                                                                                                               | 455 380,00 €        |
| 2013         | PM'up - Investissement                                                                                                                               | 487 709,00 €        |
| 2013         | Programme LEONARDO                                                                                                                                   | 318 286,00 €        |
| 2013         | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                                    | 656 840,00 €        |
| 2013         | Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement                                                                  | 80 000,00 €         |
| 2013         | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                                                | 1 290 896,00 €      |
| 2013         | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                                           | 12 614 049,00 €     |
| 2013         | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                                     | 30 222 677,00 €     |
| 2014         | Aide à la mobilité des apprentis                                                                                                                     | 385 100,00 €        |
| 2014         | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                                              | 24 750,00 €         |
| 2014         | Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage | 40 404,20 €         |
| 2014         | Ateliers d'animation éducative                                                                                                                       | 11 121,60 €         |
| 2014         | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                                      | 163 500,00 €        |
| 2014         | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                                              | 465 360,00 €        |
| 2014         | Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens                                                                                                  | 232 773,00 €        |
| 2014         | Ecole Régionale des Projets - ERP                                                                                                                    | 30 000,00 €         |
| 2014         | EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)                                                                                                  | 6 720,00 €          |
| 2014         | Formation de formateurs en CFA                                                                                                                       | 11 500,00 €         |
| 2014         | Olympiades des métiers                                                                                                                               | 5 600,00 €          |
| 2014         | PM'up - Investissement                                                                                                                               | 45 500,00 €         |
| 2014         | Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)                                                                               | 22 809,00 €         |
| 2014         | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                                    | 500 360,00 €        |
| 2014         | Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)                                                                                           | 18 032,00 €         |
| 2014         | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                                                | 2 423 619,00 €      |
| 2014         | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                                           | 2 531 696,00 €      |
| 2014         | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                                     | 27 260 691,00 €     |
| 2015         | Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)                                                                                            | 325 700,00 €        |
| 2015         | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                                              | 9 900,00 €          |
| 2015         | Ateliers d'animation éducative                                                                                                                       | 29 164,16 €         |
| 2015         | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                                      | 149 875,00 €        |

|      |                                                                                                                                  |                  |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 2015 | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                          | 473 176,00 €     |
| 2015 | Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens                                                                              | 527 162,55 €     |
| 2015 | Ecole Régionale des Projets - ERP                                                                                                | 45 000,00 €      |
| 2015 | Formation de formateurs en CFA                                                                                                   | 14 675,00 €      |
| 2015 | Olympiades des métiers                                                                                                           | 5 600,00 €       |
| 2015 | Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement                                                                           | 4 851 000,87 €   |
| 2015 | Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle                                                | 60 070,00 €      |
| 2015 | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                | 787 670,00 €     |
| 2015 | Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)                                                              | 12 600,00 €      |
| 2015 | Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)                                                                       | 150 000,00 €     |
| 2015 | Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés                                                         | 25 000,00 €      |
| 2015 | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                            | 1 039 602,60 €   |
| 2015 | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                       | 130 810,00 €     |
| 2015 | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                 | 25 962 605,00 €  |
| 2016 | Aide à la mobilité internationale des apprentis                                                                                  | 171 200,00 €     |
| 2016 | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                          | 13 050,00 €      |
| 2016 | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                  | 136 250,00 €     |
| 2016 | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                          | 433 488,00 €     |
| 2016 | Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement                                                                           | 3 055 219,09 €   |
| 2016 | Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI | 320 534,35 €     |
| 2016 | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                | 45 600,00 €      |
| 2016 | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                            | 1 659 933,00 €   |
| 2016 | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                       | 674 235,00 €     |
| 2016 | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                 | 18 419 000,00 €  |
|      | Montant total                                                                                                                    | 117 120 170,36 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16016079</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                        |
|--------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEU - CCIP-SMART HUB BUSINESS 94</b> |
|--------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 165 000,00 €                 | 35,00 %             | 57 750,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>57 750,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-204181-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE  
REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX  
DG

Adresse administrative : 27 AV DE FRIEDLAND  
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Jean-Paul VERMES, Président

N° SIRET : 13001727000013

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : RGEC 651/2014 (publié au JOUE du 26 juin 2014)  
Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 19 août 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 19 août 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

La CCI Paris Ile-de-France souhaite se projeter dans une politique de développement de l'offre digitale, tant pour les besoins des entreprises d'Ile-de-France que pour ceux de ses propres collaborateurs. C'est donc à ce titre que la CCI Paris Ile-de-France souhaite la création d'espaces de coworking dans les CCI départementales. Ces espaces sont dénomés "Smart Hub Business". L'objectif de ce projet présenté dans cette fiche est la création d'un Smart Hub Business pour le département du Val de Marne

**Description :**

Le Smart hub Business sera ouvert de 8h à 19h du lundi au vendredi, et sera situé 8, place Salvador Allende à Créteil.

Il sera situé au rez-de-Chaussée du bâtiment de la CCID 94, constitué de quatre types d'espaces physiques:

- espace de coworking,
- espace "lounge" d'animation et de réseautage,
- espace de démonstration et de sensibilisation à de nouvelles technologies,
- espace de services personnalisés animé par les experts de la CCID
- communauté numérique spécifique "Smart Hub Business" présente sur le Web et les réseaux sociaux

**Moyens mis en œuvre :**

L'espace de coworking comprendra 18 postes de travail. Deux salles de réunion seront accessibles sur réservation. Cet espace sera ouvert à toute entreprise ou créateur souhaitant bénéficier d'un lieu d'échange et de travail. Il donnera accès à une relation privilégiée avec les experts de la CCID et de ses partenaires.

**Intérêt régional :**

- développement du télétravail,
- développement de l'entrepreneuriat.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- PME val-de-marinaises
- Télétravailleur

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 165 000€

Coûts d'exploitation actualisés : 130 000 €

Revenus d'exploitation actualisés : 70 000 €

Marge d'exploitation : - 60 000 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 115 000,00 | 69,70%  | Subvention Région | 57 750,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 50 000,00  | 30,30%  | Fonds propres     | 107 250,00 | 65,00%  |
| Total        | 165 000,00 | 100,00% | Total             | 165 000,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 28 875,00 € |
| 2017     | 28 875,00 € |

|                                             |
|---------------------------------------------|
| <b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b> |
|---------------------------------------------|

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| Année | Dispositif d'aide                                                                                                                                    | Montant voté    |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 2013  | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                                              | 54 000,00 €     |
| 2013  | Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage | 688 799,74 €    |
| 2013  | Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens                                                                                                   | 279 070,00 €    |
| 2013  | Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social                    | 30 000,00 €     |
| 2013  | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                                      | 204 375,00 €    |
| 2013  | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                                              | 466 016,00 €    |
| 2013  | Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens                                                                                                  | 255 383,20 €    |
| 2013  | Fonds de développement touristique régional (FDTR)                                                                                                   | 107 503,00 €    |
| 2013  | Formation de formateurs en CFA                                                                                                                       | 15 225,00 €     |
| 2013  | Incitation à la mobilité des apprentis                                                                                                               | 306 700,00 €    |
| 2013  | PM'up - Fonctionnement                                                                                                                               | 455 380,00 €    |
| 2013  | PM'up - Investissement                                                                                                                               | 487 709,00 €    |
| 2013  | Programme LEONARDO                                                                                                                                   | 318 286,00 €    |
| 2013  | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                                    | 656 840,00 €    |
| 2013  | Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement                                                                  | 80 000,00 €     |
| 2013  | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                                                | 1 290 896,00 €  |
| 2013  | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                                           | 12 614 049,00 € |
| 2013  | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                                     | 30 222 677,00 € |
| 2014  | Aide à la mobilité des apprentis                                                                                                                     | 385 100,00 €    |
| 2014  | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                                              | 24 750,00 €     |
| 2014  | Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage | 40 404,20 €     |
| 2014  | Ateliers d'animation éducative                                                                                                                       | 11 121,60 €     |
| 2014  | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                                      | 163 500,00 €    |
| 2014  | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                                              | 465 360,00 €    |
| 2014  | Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens                                                                                                  | 232 773,00 €    |
| 2014  | Ecole Régionale des Projets - ERP                                                                                                                    | 30 000,00 €     |
| 2014  | EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)                                                                                                  | 6 720,00 €      |
| 2014  | Formation de formateurs en CFA                                                                                                                       | 11 500,00 €     |
| 2014  | Olympiades des métiers                                                                                                                               | 5 600,00 €      |
| 2014  | PM'up - Investissement                                                                                                                               | 45 500,00 €     |

|      |                                                                                                                                  |                  |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 2014 | Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)                                                           | 22 809,00 €      |
| 2014 | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                | 500 360,00 €     |
| 2014 | Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)                                                                       | 18 032,00 €      |
| 2014 | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                            | 2 423 619,00 €   |
| 2014 | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                       | 2 531 696,00 €   |
| 2014 | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                 | 27 260 691,00 €  |
| 2015 | Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)                                                                        | 325 700,00 €     |
| 2015 | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                          | 9 900,00 €       |
| 2015 | Ateliers d'animation éducative                                                                                                   | 29 164,16 €      |
| 2015 | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                  | 149 875,00 €     |
| 2015 | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                          | 473 176,00 €     |
| 2015 | Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens                                                                              | 527 162,55 €     |
| 2015 | Ecole Régionale des Projets - ERP                                                                                                | 45 000,00 €      |
| 2015 | Formation de formateurs en CFA                                                                                                   | 14 675,00 €      |
| 2015 | Olympiades des métiers                                                                                                           | 5 600,00 €       |
| 2015 | Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement                                                                           | 4 851 000,87 €   |
| 2015 | Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle                                                | 60 070,00 €      |
| 2015 | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                | 787 670,00 €     |
| 2015 | Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)                                                              | 12 600,00 €      |
| 2015 | Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)                                                                       | 150 000,00 €     |
| 2015 | Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés                                                         | 25 000,00 €      |
| 2015 | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                            | 1 039 602,60 €   |
| 2015 | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                       | 130 810,00 €     |
| 2015 | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                 | 25 962 605,00 €  |
| 2016 | Aide à la mobilité internationale des apprentis                                                                                  | 171 200,00 €     |
| 2016 | Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)                                                          | 13 050,00 €      |
| 2016 | Développeurs de l'apprentissage                                                                                                  | 136 250,00 €     |
| 2016 | Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage                                                                          | 433 488,00 €     |
| 2016 | Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement                                                                           | 3 055 219,09 €   |
| 2016 | Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI | 320 534,35 €     |
| 2016 | Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires                                                                | 45 600,00 €      |
| 2016 | Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA                                                                            | 1 659 933,00 €   |
| 2016 | Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage                                       | 674 235,00 €     |
| 2016 | Subventions régionales de fonctionnement aux CFA                                                                                 | 18 419 000,00 €  |
|      | Montant total                                                                                                                    | 117 120 170,36 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014229</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                          |
|----------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - BONDOUFLE</b> |
|----------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 559 993,00 €                          | 35,00 %             | 195 998,00 €                  |
|                                                | <b>Montant Total de la subvention</b> |                     | 195 998,00 €                  |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Bondoufle.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 220 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Île de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 559 993 €

Coûts d'exploitation actualisés : 942 371 €

Revenus d'exploitation actualisés : 1 209 000 €

Marge d'exploitation : 266 629 €

**Localisation géographique :**



- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)           |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|------------------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé                | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Aménagement des locaux | 490 000,00 | 87,50%  | Subvention Région | 195 998,00 | 35,00%  |
| Equipement             | 69 993,00  | 12,50%  | Fonds propres     | 363 995,00 | 65,00%  |
| Total                  | 559 993,00 | 100,00% | Total             | 559 993,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 97 999,00 € |
| 2017     | 97 999,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014405</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - ENGHIEEN LES BAINS</b> |
|-------------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 182 606,00 €                          | 35,00 %             | 63 912,00 €                   |
|                                                | <b>Montant Total de la subvention</b> |                     | <b>63 912,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune d'Enghien les Bains.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 95 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 182 606 €

Coûts d'exploitation actualisés : 508 618 €

Revenus d'exploitation actualisés : 409 948 €

Marge d'exploitation : 98 669 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)           |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|------------------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé                | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Aménagement des locaux | 146 000,00 | 79,95%  | Subvention région | 63 912,00  | 35,00%  |
| Equipement             | 36 606,00  | 20,05%  | Fonds propres     | 118 694,00 | 65,00%  |
| Total                  | 182 606,00 | 100,00% | Total             | 182 606,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 63 912,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014406</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                               |
|---------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - LA FERTE ALAIS</b> |
|---------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 540 189,00 €                 | 35,00 %             | 189 066,00 €                  |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | 189 066,00 €                  |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de La Ferté Alais"

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 220 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Île de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 540 189 €

Coûts d'exploitation actualisés : 932 172 €

Revenus d'exploitation actualisés : 1 209 000€

Marge d'exploitation : 276 828 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Amenagement  | 470 000,00 | 87,01%  | Subvention région | 189 066,00 | 35,00%  |
| Equipement   | 70 189,00  | 12,99%  | Fonds propres     | 351 123,00 | 65,00%  |
| Total        | 540 189,00 | 100,00% | Total             | 540 189,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 94 533,00 € |
| 2018     | 94 533,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014407</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                        |
|--------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - LIMOURS</b> |
|--------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 414 312,00 €                 | 35,00 %             | 145 009,00 €                  |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | 145 009,00 €                  |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :  
  
 Objet : NC  
  
 N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Limours



**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 64 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Île de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

-

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 414 312€

Coûts d'exploitation actualisés : 308 960 €

Revenus d'exploitation actualisés : 409 948€

Marge d'exploitation : 100 988€

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Amenagement  | 380 000,00 | 91,72%  | Subvention région | 145 009,00 | 35,00%  |
| Equipement   | 34 312,00  | 8,28%   | Fonds propres     | 269 303,00 | 65,00%  |
| Total        | 414 312,00 | 100,00% | Total             | 414 312,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 72 504,50 € |
| 2018     | 72 504,50 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014408</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                    |
|----------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE- MERY</b> |
|----------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 148 939,00 €                 | 35,00 %             | 52 129,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | 52 129,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Mery.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 70 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 148 939 €

Coûts d'exploitation actualisés : 312 360 €

Revenus d'exploitation actualisés : 409 948 €

Marge d'exploitation : 97 588 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Aménagement  | 112 000,00 | 75,20%  | Subvention Region | 52 129,00  | 35,00%  |
| Equipement   | 36 939,00  | 24,80%  | Fonds propres     | 96 810,00  | 65,00%  |
| Total        | 148 939,00 | 100,00% | Total             | 148 939,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 52 129,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014409</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                        |
|--------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE- MONSOULT</b> |
|--------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 152 151,00 €                 | 35,00 %             | 53 253,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>53 253,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Monsoult.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

#### **Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 85 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

#### **Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

#### **Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

#### **Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 152 151 €

Coûts d'exploitation actualisés : 403 844 €

Revenus d'exploitation actualisés : 567 443 €

Marge d'exploitation : 163 599 €

#### **Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Amenagement  | 109 000,00 | 71,64%  | Subvention région | 53 253,00  | 35,00%  |
| Equipement   | 43 151,00  | 28,36%  | Fonds propres     | 98 898,00  | 65,00%  |
| Total        | 152 151,00 | 100,00% | Total             | 152 151,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 53 253,00 € |



|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014410</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - NESLEE LA VALLEE</b> |
|-----------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 277 659,00 €                          | 35,00 %             | 97 181,00 €                   |
|                                                | <b>Montant Total de la subvention</b> |                     | 97 181,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Neslee la Vallée.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 65 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 277 659 €

Coûts d'exploitation actualisés : 322 836

Revenus d'exploitation actualisés : 386 787 €

Marge d'exploitation : 63 951 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 242 700,00 | 87,41%  | SUBVENTION REGION | 97 181,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 34 959,00  | 12,59%  | FONDS PROPRES     | 180 478,00 | 65,00%  |
| Total        | 277 659,00 | 100,00% | Total             | 277 659,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 48 590,00 € |
| 2018     | 48 590,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014411</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                         |
|---------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - PONTOISE</b> |
|---------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 260 293,00 €                          | 35,00 %             | 91 103,00 €                   |
|                                                | <b>Montant Total de la subvention</b> |                     | 91 103,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Pontoise.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 160 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 260 293 €

Coûts d'exploitation actualisés : 670 886 €

Revenus d'exploitation actualisés : 1 324 805 €

Marge d'exploitation : 653 919 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 153 600,00 | 59,01%  | SUBVENTION REGION | 91 103,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 106 693,00 | 40,99%  | FONDS PROPRES     | 169 190,00 | 65,00%  |
| Total        | 260 293,00 | 100,00% | Total             | 260 293,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 45 551,50 € |
| 2018     | 45 551,50 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014412</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                           |
|-----------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - SAINT PRIX</b> |
|-----------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 154 881,00 €                          | 35,00 %             | 54 208,00 €                   |
|                                                | <b>Montant Total de la subvention</b> |                     | 54 208,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Saint Prix.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 75 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 154 881 €

Coûts d'exploitation actualisés : 306 565 €

Revenus d'exploitation actualisés : 409 948 €

Marge d'exploitation : 103 383 €

**Localisation géographique :**



- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)  |            |         |
|--------------|------------|---------|---------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé       | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 118 000,00 | 76,19%  | SUBVENTION    | 54 208,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 36 881,00  | 23,81%  | FONDS PROPRES | 100 673,00 | 65,00%  |
| Total        | 154 881,00 | 100,00% | Total         | 154 881,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 54 208,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014413</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                         |
|---------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - VETHEUIL</b> |
|---------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 286 838,00 €                 | 35,00 %             | 100 393,00 €                  |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | 100 393,00 €                  |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGE n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Vetheuil.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 75 m<sup>2</sup> attenant mais indépendant du bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quel que soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance);

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 286 838€

Coûts d'exploitation actualisés : 319 950€

Revenus d'exploitation actualisés : 282 563€

Marge d'exploitation : 37 387€

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Aménagement  | 258 200,00 | 90,02%  | Subvention Région | 100 393,00 | 35,00%  |
| Equipement   | 28 638,00  | 9,98%   | Fonds propres     | 186 445,00 | 65,00%  |
| Total        | 286 838,00 | 100,00% | Total             | 286 838,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant      |
|----------|--------------|
| 2017     | 50 196,50 €  |
| 2018     | 100 393,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014414</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                |
|----------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - TOURNAN EN BRIE</b> |
|----------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 635 778,00 €                          | 35,00 %             | 222 522,00 €                  |
|                                                | <b>Montant Total de la subvention</b> |                     | <b>222 522,00 €</b>           |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Tournan en Brie.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 141 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 635 778 €

Coûts d'exploitation actualisés : 492 669 €

Revenus d'exploitation actualisés : 623 029 €

Marge d'exploitation : 130 360 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)  |            |         |
|--------------|------------|---------|---------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé       | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 595 000,00 | 93,59%  | SUBVENTION    | 222 522,00 | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 40 778,00  | 6,41%   | FONDS PROPRES | 413 256,00 | 65,00%  |
| Total        | 635 778,00 | 100,00% | Total         | 635 778,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant      |
|----------|--------------|
| 2018     | 222 522,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014415</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - FONTENAY-TRESSIGNY</b> |
|-------------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 870 687,00 €                 | 35,00 %             | 304 740,00 €                  |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>304 740,00 €</b>           |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Fontenay-Tressigny.



**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans un espace de 80 m<sup>2</sup> attenant de bureau de poste, ouvert de 7h à 23h, plusieurs services sont proposés: location de positions de travail individuelles en open-space, location de bureaux fermés (individuel ou en équipe), location de salles de réunions équipées, domiciliation d'entreprises, locations de l'espace pour de l'évènementiel professionnel. Intégration d'une communauté animée par un postier formé. Réservation par un espace membre unique (quelque soit l'espace réservé en Ile de France) via un site internet et une plateforme de réservation.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 870 687 €

Coûts d'exploitation actualisés : 538 161 €

Revenus d'exploitation actualisés : 1 104 776 €

Marge d'exploitation : 566 615 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|--------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé      | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| AMENAGEMENT  | 810 000,00 | 93,03%  | SUBVENTION REGION | 304 740,00 | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 60 687,00  | 6,97%   | FONDS PROPRES     | 565 947,00 | 65,00%  |
| Total        | 870 687,00 | 100,00% | Total             | 870 687,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant      |
|----------|--------------|
| 2018     | 304 740,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014416</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                          |
|----------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - EZANVILLE</b> |
|----------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 77 730,00 €                  | 35,00 %             | 27 205,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>27 205,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune d'Ezanville.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Dans l'espace commercial du bureau de poste création d'un espace de 50 m2 isolé visuellement et phonétiquement avec: location ponctuelle d'un bureau individuel en open-space et d'une salle de réunion 15 personnes

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 77 730 €

Coûts d'exploitation actualisés : 298 825 €

Revenus d'exploitation actualisés : 298 776 €

Marge d'exploitation : - 49€

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 70 000,00 | 90,06%  | SUBVENTION REGION | 27 205,00 | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 7 730,00  | 9,94%   | FONDS PROPRES     | 50 525,00 | 65,00%  |
| Total        | 77 730,00 | 100,00% | Total             | 77 730,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 27 205,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014417</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - SARCELLES SABLONS</b> |
|------------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Sarcelles Sablons.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 18 m², tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir 1 et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 89 411 €

Revenus d'exploitation actualisés : 111 172 €

Marge d'exploitation : 21 762€

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  | SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  | FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% | Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2017     | 5 198,00 € |



|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014418</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - GARGES LA MUETTE</b> |
|-----------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Garges la Muette.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 23 m<sup>2</sup>, tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir un et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires,
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains,
- La capacité à créer un maillage territorial,
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises,
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle,
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail,
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 98 374 €

Revenus d'exploitation actualisés : 111 172 €

Marge d'exploitation : 12 799 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  | SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  | FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% | Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2017     | 5 198,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014426</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - JUILLY</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGE n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21- 16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Jilly.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 18 m<sup>2</sup>, tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir 1 et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 89 411 €

Revenus d'exploitation actualisés : 111 172 €

Marge d'exploitation : 21 762 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  | SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  | FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% | Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2017     | 5 198,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014427</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                                |
|----------------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - CROUY SUR OURCQ</b> |
|----------------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21- 16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Crouy sur Ourcq.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 15 m<sup>2</sup>, tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir 1 et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 64 475 €

Revenus d'exploitation actualisés : 55 586 €

Marge d'exploitation : - 8 889 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD



**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  | SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  | FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% | Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2017     | 5 198,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014442</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                        |
|--------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - ETAMPES</b> |
|--------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune d'Etampes .

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 9 m<sup>2</sup>, tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir 1 et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 53 720 €

Revenus d'exploitation actualisés : 55 586 €

Marge d'exploitation : 1 866 €"

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  | SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  | FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% | Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2017     | 5 198,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014445</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                           |
|-----------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - MAURECOURT</b> |
|-----------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.40206 (adopté sur la base du RGE n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)  
 Relatif à : Infrastructures locales

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport n° CR 21-16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Maurecourt.

**Description :**

Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 9 m<sup>2</sup>, tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir 1 et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 53 720 €

Revenus d'exploitation actualisés : 55 586 €

Marge d'exploitation : 1 866 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER : Hors CPER**

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|--------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  | SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  | FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% | Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2017     | 5 198,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014446</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                          |
|----------------------------------------------------------|
| <b>Objet : TIERS LIEUX - GROUPE LA POSTE - CHEVREUSE</b> |
|----------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                   | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|------------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs | 14 853,00 €                  | 35,00 %             | 5 198,00 €                    |
| <b>Montant Total de la subvention</b>          |                              |                     | <b>5 198,00 €</b>             |

**Imputation budgétaire :** 905-53-20421-153001-200  
15300104- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : LA POSTE DIRECTION GENERALE DE LA POSTE  
 Adresse administrative : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA  
 75015 PARIS  
 Statut Juridique : Société Anonyme  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 356000000000048

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs  
 Rapport Cadre : CR21-16 du 16/06/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juillet 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet s'inscrit dans le cadre du rapport CR n° 21- 16, intitulé "1000 tiers lieux en doublant prioritairement le nombre de tiers lieux en milieu rural dès 2016". Il s'agit de financer un espace de travail dédié aux coworkeurs, télétravailleurs, indépendants sur la commune de Chevreuse.

**Description :**



Le service proposera la location d'espaces de travail tout équipé, à la demi-journée, à la journée ou au mois. Toute personne physique ou morale peut réserver et payer via son compte client unique, quelque soit l'espace sélectionné, sur le site internet / plateforme de réservation.

**Moyens mis en œuvre :**

Location ponctuelle d'un bureau fermé de 9m<sup>2</sup>, tout équipé (mobilier, wifi, écran) accessible aux horaires du bureau de poste. Réservation via un site internet et une plateforme unique de réservation. Le bureau peut recevoir 1 et jusqu'à 3 personnes et comprendra un écran mural ainsi que des casiers sécurisés.

**Intérêt régional :**

- Le désenclavement des territoires
- La création d'activités économiques nouvelles dans des territoires ruraux ou péri urbains
- La capacité à créer un maillage territorial
- L'apport de nouveaux services et l'amélioration de l'environnement des entreprises
- L'amélioration des conditions de travail pour une meilleure conciliation entre vie personnelle et vie professionnelle
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre liés aux déplacements domicile-travail
- La mise en place de nouveaux modèles organisationnels et managériaux.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

**Public(s) cible(s) :**

- Les auto-entrepreneurs, indépendants, gérants de TPE ou d'entreprises artisanales
- Les créateurs d'entreprises et porteurs de projets
- Les actifs du territoire, employés de l'administration ou salariés de grandes entreprises ou PME franciliennes, qui font les migrations pendulaires
- Les travailleurs nomades (VRP, ...)
- L'hébergement d'associations ou de leurs réunions ou formation, notamment des associations de soutien à la création d'entreprises et associations d'entrepreneurs
- Les étudiants et adultes (formation à distance).

**Détail du calcul de la subvention :**

Coûts d'investissement actualisés : 14 853 €

Coûts d'exploitation actualisés : 53 720 €

Revenus d'exploitation actualisés : 55 586 €

Marge d'exploitation : 1 866 €

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€) |           |         |
|--------------|-----------|---------|
| Libellé      | Montant   | %       |
| AMENAGEMENT  | 7 900,00  | 53,19%  |
| EQUIPEMENT   | 6 953,00  | 46,81%  |
| Total        | 14 853,00 | 100,00% |

| Recettes (€)      |           |         |
|-------------------|-----------|---------|
| Libellé           | Montant   | %       |
| SUBVENTION REGION | 5 198,00  | 35,00%  |
| FONDS PROPRES     | 9 655,00  | 65,00%  |
| Total             | 14 853,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant    |
|----------|------------|
| 2016     | 6 377,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014105</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                             |
|---------------------------------------------|
| <b>Objet :    COMMUNE DE BOURG LA REINE</b> |
|---------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 604 873,00 €                 | 11,57 %             | 70 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 70 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :**    905-56-204141-156001-400  
                                           15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination               : COMMUNE DE BOURG LA REINE  
 Adresse administrative    : 6 BOULEVARD CARNOT  
                                       92340 BOURG LA REINE  
 Statut Juridique           : Commune  
 Représentant               : Monsieur Patrick DONATH, Maire

N° SIRET                       : 21920014400018

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 août 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Il s'agit d'un espace de travail collaboratif situé à Bourg-la-Reine à destination des télétravailleurs, des travailleurs indépendants et des TPE/PME.

**Description :**

Le projet est porté par la commune de Bourg-la-Reine. La ville bénéficie d'un potentiel important de télétravailleurs sur son territoire.

**Moyens mis en œuvre :**

Le projet sera installé dans l'ancienne bibliothèque municipale, occupera une superficie de 945 mètres carrés (98 postes de travail).

**Intérêt régional :**

Développement du télétravail en Ile-de-France.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Télétravailleurs et coworkeurs franciliens.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|-------------------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé                 | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Aménagement des locaux  | 568 302,00 | 93,95%  | Etat              | 340 980,00 | 56,37%  |
| Equipement des locaux   | 36 571,00  | 6,05%   | Fonds propres     | 193 893,00 | 32,06%  |
| Equipement informatique | 0,00       | 0,00%   | Subvention Région | 70 000,00  | 11,57%  |
| Total                   | 604 873,00 | 100,00% | Total             | 604 873,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 30 000,00 € |
| 2017     | 40 000,00 € |

|                                             |
|---------------------------------------------|
| <b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b> |
|---------------------------------------------|

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| Année | Dispositif d'aide                                                       | Montant voté |
|-------|-------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 2013  | ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale | 6 000,00 €   |

|      |                                                                         |             |
|------|-------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 2014 | ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale | 6 000,00 €  |
|      | Montant total                                                           | 12 000,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014108</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                  |
|----------------------------------|
| <b>Objet :    COMMUNE D'IGNY</b> |
|----------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 277 350,00 €                 | 28,84 %             | 80 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 80 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :**    905-56-204141-156001-400  
                                           15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination               : COMMUNE D'IGNY  
 Adresse administrative    : 23 AV DE LA DIVISION LECLERC  
                                           91430 IGNUY  
 Statut Juridique           : Commune  
 Représentant               : Madame Françoise RIBIERE, Maire

N° SIRET                       : 21910312400018

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui  
 Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Création d'un espace de travail collaboratif proposant des espaces pour des indépendants et également des télétravailleurs à IGNUY.

**Description :**

Le projet est porté par la commune d'IGNY qui souhaite valoriser le tissu économique des TPE locales et répondre aux nouveaux usages professionnels en matière de télé-travail.

**Moyens mis en œuvre :**

Le bâtiment est situé en centre ville. Il représente une superficie de 300 mètres carrés (40 postes de travail).

**Intérêt régional :**

Développement du télé-travail.

Valorisation du tissu économique local.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Télétravailleurs et indépendants franciliens.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)              |            |         | Recettes (€)         |            |         |
|---------------------------|------------|---------|----------------------|------------|---------|
| Libellé                   | Montant    | %       | Libellé              | Montant    | %       |
| Aménagement des locaux    | 135 000,00 | 48,67%  | Subvention régionale | 80 000,00  | 28,84%  |
| Equipement des locaux     | 97 350,00  | 35,10%  | Commune Igny         | 55 470,00  | 20,00%  |
| Equipemenent informatique | 45 000,00  | 16,22%  | Subvention Etat      | 141 880,00 | 51,16%  |
| Total                     | 277 350,00 | 100,00% | Total                | 277 350,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 30 000,00 € |
| 2017     | 50 000,00 € |

|                                             |
|---------------------------------------------|
| <b>ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS</b> |
|---------------------------------------------|

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| <b>Année</b> | <b>Dispositif d'aide</b>                                                                                                    | <b>Montant voté</b> |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 2013         | Contrat régional territorial                                                                                                | 642 786,82 €        |
| 2013         | Politique de l'eau-Investissement                                                                                           | 12 010,00 €         |
| 2013         | Politique énergie climat                                                                                                    | 5 590,00 €          |
| 2014         | Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)                                                                       | 102 897,00 €        |
| 2016         | Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016 | 3 332,00 €          |
|              | Montant total                                                                                                               | 766 615,82 €        |



|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16017297</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                 |
|-------------------------------------------------|
| <b>Objet : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION</b> |
|-------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 53 500,00 €                  | 18,69 %             | 10 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 10 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-204141-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION  
 Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY  
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS  
 Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
 Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 20005785900015

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Création d'un espace de coworking destiné à donner la possibilité à des jeunes entreprises de bénéficier d'un espace de travail dynamique facilitant l'échange et le travail collectif, et diffuser auprès de ces publics des connaissances stratégiques pour maximiser leurs chances de réussite.

**Description :**

Projet situé au sein d'un centre de ressources multi-services et innovant, la « Cité du Développement Économique et de l'Emploi », sur la zone de la Croix Blanche à Sainte-

Geneviève-des-Bois.

**Moyens mis en œuvre :**

Un local dédié de 38 m² a été ciblé au rez-de-chaussée du bâtiment et pourra accueillir une dizaine de postes de travail, l'ensemble répondant aux normes ERP.

**Intérêt régional :**

Valorisation du tissu économique local.

Dans le cadre de la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Jeunes entreprises, indépendants.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)                         |           |         | Recettes (€)         |           |         |
|--------------------------------------|-----------|---------|----------------------|-----------|---------|
| Libellé                              | Montant   | %       | Libellé              | Montant   | %       |
| Aménagement des surfaces             | 2 000,00  | 3,74%   | Coeur d'Essonne      | 43 500,00 | 81,31%  |
| Aménagement de l'espace              | 9 500,00  | 17,76%  | Agglomération        |           |         |
| Mobilier                             | 4 000,00  | 7,48%   | Région Ile-de-France | 10 000,00 | 18,69%  |
| Equipements informatiques divers     | 18 000,00 | 33,64%  | Total                | 53 500,00 | 100,00% |
| Postes informatiques                 | 5 000,00  | 9,35%   |                      |           |         |
| Travaux (sols, peinture, serrurerie) | 15 000,00 | 28,04%  |                      |           |         |
| Total                                | 53 500,00 | 100,00% |                      |           |         |

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2017     | 53 500,00 € |

**ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS**

**Antériorité du soutien régional** (*informations en cours de consolidation*) :

| Année | Dispositif d'aide                                                | Montant voté |
|-------|------------------------------------------------------------------|--------------|
| 2015  | Aides au développement culturel et à la permanence artistique et | 69 000,00 €  |

|      |                                                                             |              |
|------|-----------------------------------------------------------------------------|--------------|
|      | culturelle                                                                  |              |
| 2015 | Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises    | 42 345,32 €  |
| 2015 | Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés    | 25 000,00 €  |
| 2016 | Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle | 69 000,00 €  |
| 2016 | Aides aux manifestations culturelles                                        | 20 000,00 €  |
| 2016 | Soutien à la création et à la diffusion numérique                           | 40 597,00 €  |
|      | Montant total                                                               | 265 942,32 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013028</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                               |
|-------------------------------|
| <b>Objet : PRESSE ET CITE</b> |
|-------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 77 681,00 €                  | 25,75 %             | 20 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 20 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : PRESSE & CITE  
 Adresse administrative : 2 BIS RUE RENE CASSIN  
 77000 MELUN  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant : Farid MEBARKI, Président

Date de publication au JO : 10 mai 2008

N° SIRET : 50477126200012

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Il s'agit d'un projet d'aménagement, d'un espace de travail collaboratif en faveur des nouvelles formes de média alternatif.

**Description :**

Le projet est porté par l'association Press&Cité et vise une communauté formée d'indépendants liés aux métiers de la communication.

### Moyens mis en œuvre :

L'espace est situé sur le canal de l'Ourcq. Il occupera une superficie de 600 mètres carrés (40 postes de travail).

### Intérêt régional :

- Soutien aux industries créatives.
- Diffusion de la culture du travail collaboratif au sein du département de Seine-Saint-Denis.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

### Public(s) cible(s) :

Coworkeurs, télétravailleurs.

### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |           |         | Recettes (€)      |           |         |
|-------------------------|-----------|---------|-------------------|-----------|---------|
| Libellé                 | Montant   | %       | Libellé           | Montant   | %       |
| Aménagement des locaux  | 25 092,00 | 32,30%  | Autres            | 57 681,00 | 74,25%  |
| Equipement des locaux   | 46 613,00 | 60,01%  | Subvention région | 20 000,00 | 25,75%  |
| Equipement informatique | 5 976,00  | 7,69%   | Total             | 77 681,00 | 100,00% |
| Total                   | 77 681,00 | 100,00% |                   |           |         |

## ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 20 000,00 € |

## ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

**Antériorité du soutien régional** (informations en cours de consolidation) :

| <b>Année</b> | <b>Dispositif d'aide</b>                                                                  | <b>Montant voté</b> |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 2013         | Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement                   | 10 000,00 €         |
| 2013         | Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France | 25 645,00 €         |
| 2014         | Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement       | 20 000,00 €         |
| 2014         | Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France | 20 000,00 €         |
| 2015         | Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)         | 15 000,00 €         |
|              | Montant total                                                                             | 90 645,00 €         |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013030</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                  |
|----------------------------------|
| <b>Objet :    RELAIS ACCUEIL</b> |
|----------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 48 645,00 €                  | 37,00 %             | 18 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 18 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :**    905-56-20421-156001-400  
                                          15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : RELAIS ACCUEIL  
 Adresse administrative : 21 RUE DES MALMAISONS  
                                          75013 PARIS 13  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78453704500014

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Il s'agit d'un projet d'espace de travail collaboratif situé dans le 14 ème arrondissement,. Il s'adresse aux indépendants et salariés logés dans des foyers de jeunes travailleurs.

**Description :**

Le projet permet de toucher un public d'entrepreneurs qui connaît déjà des difficultés de logement (logement dans des foyers de jeunes travailleurs), voire de faciliter le passage à la création. Le portage par une association (Relais Accueil) qui gère des foyers de jeunes travailleurs apporte un savoir-faire sur le public ciblé. Cela permet aussi de proposer des tarifs inférieurs à ceux pratiqués par les espaces de coworking parisien.

**Moyens mis en œuvre :**

L'espace occupera une superficie de 150 mètres carrés (14 postes de travail) et sera situé dans le 14ème arrondissement.

**Intérêt régional :**

Le projet permettra de lier à la fois entrepreneuriat chez les jeunes indépendants et action en faveur du logement.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Coworkeurs franciliens.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |           |         | Recettes (€)         |           |         |
|-------------------------|-----------|---------|----------------------|-----------|---------|
| Libellé                 | Montant   | %       | Libellé              | Montant   | %       |
| Aménagement des locaux  | 29 325,00 | 60,28%  | Fonds propres        | 14 852,00 | 30,53%  |
| Equipement des locaux   | 17 520,00 | 36,02%  | Communes             | 5 000,00  | 10,28%  |
| Equipement informatique | 1 800,00  | 3,70%   | Subvention Fondation | 10 793,00 | 22,19%  |
| Total                   | 48 645,00 | 100,00% | Subvention régionale | 18 000,00 | 37,00%  |
|                         |           |         | Total                | 48 645,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|



| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 18 000,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013034</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                          |
|--------------------------|
| <b>Objet : PROVALTIS</b> |
|--------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 155 250,00 €                 | 25,76 %             | 40 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 40 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : PROVALTIS  
 Adresse administrative : 19 AVENUE D'ESTIENNE D'ORVES  
 91260 JUVISY-SUR-ORGE  
 Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 50212899400030

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Développement d'un espace de travail collaboratif pour des indépendants et les télétravailleurs à Juvisy sur Orge (91).

**Description :**

Le projet est porté par la SAS PROVALTIS qui a déjà l'expérience de la gestion d'un espace de travail collaboratif.

**Moyens mis en œuvre :**

Le bâtiment est situé dans le centre de Juvisy. Il représente une superficie de 185 mètres carrés (10 postes de travail).

**Intérêt régional :**

Effet de levier pour la dynamique de réseau des espaces de travail collaboratif en Essonne.  
Développement du télétravail.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Développement du télétravail en Essonne.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|-------------------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé                 | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Amenagement des locaux  | 124 400,00 | 80,13%  | Fonds propres     | 115 250,00 | 74,24%  |
| Equipement des locaux   | 22 750,00  | 14,65%  | Subvention Région | 40 000,00  | 25,76%  |
| Equipement informatique | 8 100,00   | 5,22%   | (sollicitée)      |            |         |
| Total                   | 155 250,00 | 100,00% | Total             | 155 250,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant |
|----------|---------|
|----------|---------|

|      |             |
|------|-------------|
| 2016 | 40 000,00 € |
|------|-------------|

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014110</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                |
|--------------------------------|
| <b>Objet : FAB21 FORMATION</b> |
|--------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 60 000,00 €                  | 41,67 %             | 25 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 25 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : FAB21 FORMATION  
 Adresse administrative : LIEU DIT LA SIAULE  
 61470 ST GERMAIN D AUNAY  
 Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
 Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 44415828100022

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet consiste à créer un fab lab à destination des métiers de la construction, situé à Carrières-sous-Seine

**Description :**

Le projet s'appuie sur la communauté d'artisans, de TPE et de PME du secteur du bâtiment. Il permettra une montée en compétences des professionnels sur un secteur en tension. En effet, le porteur est lauréat d'un appel à projet national, appelé PACTE (un programme ambitieux pour former les entreprises du bâtiment en matière de rénovation énergétique). La filière bois a manifesté son intérêt pour le projet. Le projet est situé dans le centre de formation dédié à l'éco-construction, Fabrique 21.

#### Moyens mis en œuvre :

Le projet de fab lab s'insérera dans le centre de formation et occupera 100 mètres carrés.

#### Intérêt régional :

Valorisation des entreprises du secteur du bâtiment (mutualisation d'outils, formation et accompagnement de la transition numérique des entreprises)

Dans le cadre de la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens", le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

#### Public(s) cible(s) :

PME de la filière du bâtiment.

#### Localisation géographique :

- YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |           |         | Recettes (€)         |           |         |
|-------------------------|-----------|---------|----------------------|-----------|---------|
| Libellé                 | Montant   | %       | Libellé              | Montant   | %       |
| Equipement informatique | 60 000,00 | 100,00% | Subvention régionale | 25 000,00 | 41,67%  |
| Total                   | 60 000,00 | 100,00% | Pacte                | 26 250,00 | 43,75%  |
|                         |           |         | Fonds propres        | 8 750,00  | 14,58%  |
|                         |           |         | Total                | 60 000,00 | 100,00% |

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 25 000,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014113</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                                        |
|--------------------------------------------------------|
| <b>Objet : CHAMBRE SYNDICALE HORLOGERIE BIJOUTERIE</b> |
|--------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 250 500,00 €                 | 15,97 %             | 40 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 40 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : CHAMBRE SYNDICALE HORLOGERIE  
BIJOUTERIE

Adresse administrative : 249 RUE SAINT-MARTIN  
75003 PARIS 03

Statut Juridique : Association

Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78422736500045

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Il s'agit d'un d'un fab lab à destination des artisans du secteur de la joaillerie et bijouterie, situé dans le 3ème arrondissement.

**Description :**

Cet espace dédié aux métiers de la bijouterie et de la joaillerie permettra de développer l'innovation chez les jeunes créateurs et de conforter la filière métiers d'art. Le projet permettra la mise à disposition des jeunes créateurs de locaux dotés de matériel numérique mutualisé performant.

**Moyens mis en œuvre :**

Le bâtiment dans lequel s'inscrira ce fab lab est situé en face du Conservatoire National des Arts et Métiers. Il occupera une superficie de 140 mètres carrés (5 postes de travail).

**Intérêt régional :**

Favoriser l'innovation dans les TPE et PME artisanales, liées aux métiers d'art.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

PME, TPE franciliennes liés aux métiers d'art.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|-------------------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé                 | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Aménagement des locaux  | 115 500,00 | 46,11%  | Fonds propres     | 125 250,00 | 50,00%  |
| Equipement des locaux   | 76 000,00  | 30,34%  | Subvention Région | 40 000,00  | 15,97%  |
| Equipement informatique | 59 000,00  | 23,55%  | Autres            | 85 250,00  | 34,03%  |
| Total                   | 250 500,00 | 100,00% | Total             | 250 500,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 20 000,00 € |
| 2017     | 20 000,00 € |



|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014115</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>Objet : OCCE HAUTS DE SEINE</b> |
|------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 91 922,00 €                  | 32,64 %             | 30 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | <b>30 000,00 €</b>            |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : OCCE HAUTS DE SEINE  
 Adresse administrative : 26 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER  
 92220 BAGNEUX  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39061409700058

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet consiste à installer un fab lab au sein du collège Emile Zola, situé à Suresnes.

**Description :**

Il s'agit de l'installation d'un fab lab à destination des collégiens, de l'équipe enseignante, des parents d'élèves. Le fab lab sera également ouvert aux parents d'élèves ainsi qu'aux élèves issus des écoles d'ingénieurs avec lesquelles le collège souhaite nouer un partenariat.

**Moyens mis en œuvre :**

Le fab lab sera situé dans les locaux du collège et occupera une superficie de 82 mètres carrés.

**Intérêt régional :**

Développement de nouveaux modes d'apprentissage.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Collégiens franciliens.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |           |         | Recettes (€)               |           |         |
|-------------------------|-----------|---------|----------------------------|-----------|---------|
| Libellé                 | Montant   | %       | Libellé                    | Montant   | %       |
| Aménagement des locaux  | 18 397,00 | 20,01%  | Fonds propres              | 21 961,00 | 23,89%  |
| Equipement des locaux   | 73 525,00 | 79,99%  | Contributions des familles | 5 000,00  | 5,44%   |
| Equipement informatique | 0,00      | 0,00%   | Département                | 20 000,00 | 21,76%  |
| Total                   | 91 922,00 | 100,00% | Subvention Région          | 30 000,00 | 32,64%  |
|                         |           |         | Autres                     | 14 961,00 | 16,28%  |
|                         |           |         | Total                      | 91 922,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 30 000,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014116</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                                  |
|----------------------------------|
| <b>Objet : ASSOCIATION TRAMA</b> |
|----------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 138 127,20 €                 | 26,06 %             | 30 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 30 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : TRAMA  
 Adresse administrative : 53 RUE DE BELLEVILLE  
 75019 PARIS  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51321269600027

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Il s'agit d'un espace d'apprentissage et de travail collaboratif lié aux nouvelles techniques narratives, situé à Paris.

**Description :**

Le porteur de projet est le président d'une SAS (Why Théâtre ) qui a été incubée au sein de l'incubateur Creatis (résidence d'entrepreneurs culturels, adossée à l'espace la Gaité Lyrique). Il s'agit de rassembler dans un même lieu des indépendants de la communication, faisant appel à de nouvelles méthodes, plus spécifiquement adaptées aux start-up (méthode de communication narrative basée sur le story-telling). L'espace s'inscrira dans la continuité des activités de la Gaité.

**Moyens mis en œuvre :**

L'espace sera situé dans un bâtiment localisé à côté de la Gaité Lyrique. L'espace occupera une superficie de 295 mètres carrés ( 30 postes de travail)

**Intérêt régional :**

Intérêt pour les start-up franciliennes qui pourront venir se former à de nouvelles techniques narratives.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Coworkeurs franciliens.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |            |         |
|-------------------------|------------|---------|
| Libellé                 | Montant    | %       |
| Aménagement des locaux  | 24 930,00  | 21,66%  |
| Equipement des locaux   | 22 601,00  | 19,63%  |
| Equipement informatique | 67 575,00  | 58,71%  |
| Total                   | 115 106,00 | 100,00% |

| Recettes (€)      |            |         |
|-------------------|------------|---------|
| Libellé           | Montant    | %       |
| Fonds propres     | 25 106,00  | 21,81%  |
| Subvention BPI    | 30 000,00  | 26,06%  |
| Emprunt           | 30 000,00  | 26,06%  |
| subvention Région | 30 000,00  | 26,06%  |
| Total             | 115 106,00 | 100,00% |

**ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT**

| <b>Exercice</b> | <b>Montant</b> |
|-----------------|----------------|
| 2016            | 30 000,00 €    |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014119</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                              |
|------------------------------|
| <b>Objet :     INTENCITY</b> |
|------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 120 000,00 €                 | 25,00 %             | 30 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 30 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :**     905-56-20421-156001-400  
                                           15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination                     : INTENCITY  
 Adresse administrative         : 31 RUE DE REUILLY  
                                           75012 PARIS  
 Statut Juridique                 : Société à Responsabilité Limitée  
 Représentant                    : Monsieur ALEXANDRE MEYER, Autre

Objet                                 : NC

N° SIRET                           : 48816900400030

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Création d'un espace de travail collaboratif à destination des artisans et indépendants situés à Choisy-le-Roi (94)

**Description :**

Le projet est porté par la SAS INTENCITY qui a déjà une approche renouvelée du soutien à l'artisanat (location d'atelier, développement de session de formation liée au collaboratif, animation dynamique).

**Moyens mis en œuvre :**

Le bâtiment dans lequel s'inscrit le projet est situé en bordure de zone ANRU. L'espace comportera 120 postes de travail.

**Intérêt régional :**

Développement de l'artisanat.

Diffusion des pratiques du numérique auprès des artisans.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

**Public(s) cible(s) :**

Il s'agit d'un espace de travail à destination des artisans et indépendants franciliens.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b> |
|------------------------------------------------------------------|

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |            |         | Recettes (€)      |            |         |
|-------------------------|------------|---------|-------------------|------------|---------|
| Libellé                 | Montant    | %       | Libellé           | Montant    | %       |
| Amenagement des locaux  | 40 000,00  | 33,33%  | Fonds propres     | 54 000,00  | 45,00%  |
| Equipement des locaux   | 55 000,00  | 45,83%  | Subvention région | 30 000,00  | 25,00%  |
| Equipement informatique | 25 000,00  | 20,83%  | Pret bancaire     | 36 000,00  | 30,00%  |
| Total                   | 120 000,00 | 100,00% | Total             | 120 000,00 | 100,00% |

|                                                       |
|-------------------------------------------------------|
| <b>ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT</b> |
|-------------------------------------------------------|

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 15 000,00 € |
| 2017     | 15 000,00 € |

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014169</b> |
|--------------------------------------------|

Commission permanente du 16 novembre 2016

|                              |
|------------------------------|
| <b>Objet : ALTERN'ACTIFS</b> |
|------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 78 500,00 €                  | 38,22 %             | 30 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 30 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : ALTERN ACTIFS  
 Adresse administrative : 2 RUE DES FERMES  
 77700 CHESSY  
 Statut Juridique : Association  
 Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 82148312000019

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)  
 Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016  
 Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018  
 Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les travaux sont prévus sur une courte durée pour permettre une ouverture dans l'année et répondre aux besoins des utilisateurs en suspens

**Objectifs :**

Le projet consiste en la création d'un atelier de fabrication (fab lab) de produits alimentaires qui comprendra un espace de vente et de fabrication de produits locaux, situés dans à Chessy (77).

**Description :**



Le projet est porté par l'association ALTERNACTIFS 77. Le projet est destiné aux artisans du secteur alimentaire.

#### Moyens mis en œuvre :

Le local (150 m²) est situé en centre-ville et sera mis à disposition par la mairie. Des partenariats avec les grands groupes sont à l'étude, un premier partenariat avec Leroy Merlin a été signé (prêts de machine).

#### Intérêt régional :

Développement de l'artisanat via le numérique.

Développement de nouveaux modes de travail collaboratif.

#### Public(s) cible(s) :

TPE, PME franciliennes.

Dans le cadre de la mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens», le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

#### Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

| Dépenses (€)            |           |         | Recettes (€)          |           |         |
|-------------------------|-----------|---------|-----------------------|-----------|---------|
| Libellé                 | Montant   | %       | Libellé               | Montant   | %       |
| Aménagement des locaux  | 20 000,00 | 25,48%  | Subvention région     | 30 000,00 | 38,22%  |
| Equipement des locaux   | 7 500,00  | 9,55%   | Fonds propres         | 5 500,00  | 7,01%   |
| Equipement informatique | 51 000,00 | 64,97%  | Conseil départemental | 20 000,00 | 25,48%  |
| Total                   | 78 500,00 | 100,00% | Communes              | 23 000,00 | 29,30%  |
|                         |           |         | Total                 | 78 500,00 | 100,00% |

### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

| Exercice | Montant     |
|----------|-------------|
| 2016     | 15 000,00 € |
| 2017     | 15 000,00 € |

**ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE RELATIVE AUX  
PROJETS FINANCES DANS LE CADRE DU CR  
N° 63-13**

## Convention type entre la Région et le bénéficiaire du dispositif espaces de travail collaboratif

Entre

**LA REGION D'ILE-DE-FRANCE,**

dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
en vertu de la délibération n° CP XX  
ci-après dénommée « **la Région** »,

d'une part,

et

**XX**

dont le siège est situé XX  
représentée par son Président, XX  
ci-après dénommé(e) « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Espaces de travail collaboratif » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 63-13 du 27 septembre 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier adopté lors de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 et des conditions suivantes

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération «xxx », la Région Île-de-France a décidé de soutenir «Porteur\_de\_projet\_Nom» pour la réalisation de l'opération « «Projet\_\_Titre» » dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à xx de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à «Montant\_base\_subventionnable»€, soit un montant maximum de subvention de «Montant\_de\_laide\_régionale\_sollicitée» € «Montants\_HT\_ou\_TTC»

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention. L'adresse du lieu de l'espace de travail collaboratif proposé, mentionnée en annexe dénommée « Fiche projet » à la convention est prévisionnelle. Il est précisé que le projet est situé dans le département de XXX et pourrait avoir comme adresse le XXXX

### ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

#### ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 5 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité.

#### ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

#### ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Fournir à la Région, après 6 mois, puis un an de mise en service de l'espace soutenu un bilan sur le fonctionnement du lieu (fréquentation, bilan financier, taux d'occupation,...) :

Voici les indicateurs qui seront à renseigner (tableau en annexe) :

- Nombre de m<sup>2</sup> à disposition des espaces de travail collaboratif
  - Nombre d'ETP moyens annuels de la structure gestionnaire
  - Nombre d'ETP moyens annuels liés à l'animation du lieu
  - Nombre de visiteurs sur l'année n (salariés, indépendants, autres)
  - Nombre annuel d'utilisateurs journaliers
  - Nombre de postes disponibles
  - Taux moyen annuel de remplissage de l'espace
  - Nombre de manifestations organisées par la structure (en préciser à chaque fois la fréquentation et les décrire succinctement)
    - ➔ en interne (avec la communauté)
    - ➔ avec des partenaires extérieurs (mise en avant de l'espace à l'extérieur, événements organisés en partenariat avec d'autres structures...)
  - Documents ou outils de communication mis en place
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
  - Dans le cas où l'aide attribuée au titre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union européenne, elle est attribuée dans le cadre du règlement UE n°1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ou du régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020
  - Par ailleurs, si le projet porté par le bénéficiaire est constitutif d'une aide d'État pour les entités accompagnées, le bénéficiaire de la subvention devra vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide qui sera alors fondée sur le règlement de minimis susvisé, lui notifier la nature et le montant de l'aide et remonter la liste des bénéficiaires à la Région. Les modalités pratiques relatives à ces obligations seront précisées dans la convention passée avec le bénéficiaire.
  - « Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »
  - Informer la Région par écrit et documents à l'appui, dans les deux mois de la survenance de l'évènement, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Pour tout organisme de droit privé :

- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer s'il y a lieu l'ordonnance n°2016-988 et le décret n°2016-360 relatif aux marchés publics
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- Des contrôles sur site pourront être opérés.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Par ailleurs, afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la Région. Dans le cas où d'autres financeurs ont contribué à l'ouvrage, une plaque inaugurale rappelant la contribution des différents partenaires y sera substituée. La plaque sera réalisée par le bénéficiaire qui s'engage, alors, à associer en amont et à faire valider le support de communication par le service protocole du cabinet ».

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région et la référence à la plate-forme téléphonique 0810181818 est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances relatives à ce projet indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Lorsque le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Pour les actions à l'international, la marque « Paris Région » sera privilégiée. Cette marque territoriale permet de soutenir et d'amplifier la promotion du territoire à l'international et aussi de valoriser les exemples de réussites franciliennes pour affirmer l'excellence, les savoir-faire et les talents du territoire. Cette marque partagée permet également de révéler les richesses de l'Île-de-France et de les faire découvrir, tout en fédérant les acteurs du territoire autour d'une ambition commune. Paris et l'Île-de-France partagent une créativité exceptionnelle, ouverte et partagée, qui résonne comme une invitation à venir ici bâtir tous les possibles, un condensé unique de puissance et d'inspiration résolument tourné vers l'avenir et vers le monde. Ce caractère inimitable, cette personnalité faite d'audace et d'excellence, c'est l'esprit d'innovation et de création, c'est la capacité jamais démentie de l'Île-de-France à être, dans tous les domaines, une inégalable terre d'invention, et à se positionner.

### ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

#### ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande de versement est remplie et signée par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée).

##### **Article 3.2.1 : Versement d'avance**

L'organisme peut bénéficier d'une avance à valoir sur les paiements, en proportion du taux de la subvention et dans la limite de 30 % du montant de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

L'avance interviendra sur appel de fonds et au vu de la présentation d'un plan de trésorerie signé du représentant légal de l'organisme.

##### **Article 3.2.2 : Versement d'acomptes**

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux d'intervention régional, interviennent sur appels de fonds et au vu du document suivant :

- Une **liste récapitulative des dépenses effectuées** précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée), qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Le total des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% de la subvention prévue.

### Article 3.2.3 : Versement du solde

Le solde ne sera versé qu'après une visite sur place des services de la Région afin de valider la bonne réalisation du projet. La validation de la Région sera matérialisée par une attestation de bonne réalisation du projet signé du service responsable de la gestion du dispositif.

Le solde sera versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée et au vu des documents suivants :

Pour les personnes morales de droit public :

- Une **liste récapitulative des dépenses réalisées** précisant les références, dates, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes de droit privé :

- Une **liste récapitulative des dépenses réalisées** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- **un compte rendu financier de l'action** spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France et du Département de Paris.

### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région .

### ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES ET DUREE DU PROJET

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la commission permanente ou de la date de démarrage anticipée telle que prévue dans la délibération.

Le télécentre, l'espace de co-working ou le fablab, objet de la présente délibération et dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » à la présente convention, devra être ouvert au plus tard dans les deux ans suivant la date de la commission permanente.

#### ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le «

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

**La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.**

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention en cas d'inexécution de la convention notamment :

- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire listées à l'article 2 de la convention,
- en l'absence de production du compte rendu financier et du bilan sur le fonctionnement du lieu après un an de mise en service,
- en cas d'utilisation des fonds non-conforme à leur objet.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :



Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

**Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.**

#### ARTICLE 7 : MODIFICATION DU PROJET

Le BENEFCIAIRE doit notifier par écrit, à la Région, les modifications n'altérant pas l'objet, les délais et la correcte exécution de la présente convention. Celles-ci sont admises :

- après l'obtention d'un avis favorable de la Région, sur demande du BENEFCIAIRE par un écrit de toute nature. Faute d'un avis favorable écrit de la Région, les dépenses prises en compte pour le calcul des versements intermédiaires comme du solde final sont plafonnées à l'assiette éligible votée par les élus.
- toute autre modification doit être notifiée par écrit, par le BENEFCIAIRE à la Région et ne sera éventuellement avalisée que par la conclusion d'un avenant à la présente convention. Faute de conclusion d'un tel avenant, la convention est soldée en l'état.

#### ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent :

- la convention proprement dite
- l'annexe dénommée « fiche projet » n° «Dossier\_fiche\_projet»
- les indicateurs
- les modèles de documents à remplir pour obtenir les versements de la subvention régionale

Fait à Paris, en 4 exemplaires, le .....

**Le Président**

**La Présidente de la Région Ile-de-France ou  
son représentant**

**Madame / Monsieur**

## **ANNEXE 4 : CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE GROUPE LA POSTE SA**

**CONVENTION N°«Dossier\_fiche\_projet»**

Entre

LA REGION D'ILE DE FRANCE,

Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n° du ...21 septembre  
2016.....

Ci-après dénommée « La Région »,

Et

Le bénéficiaire dénommé : «La Poste SA»

dont le statut juridique est : «Forme\_juridique\_actuelle»

Dont le numéro SIRET est : .....

Dont le siège social est situé au .....

Ayant pour représentant .....

En vertu de la demande de .....

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

**PREAMBULE :**

Par délibération CR n° 21-16 du 16 juin 2016, la Région Ile-de-France a voté le principe de l'émergence d'une nouvelle génération de tiers lieux périurbains et ruraux. Avec pour objectif de contribuer à rattraper le retard en milieu rural et de contribuer à l'équilibre financier de ces lieux, la Région Ile-de-France propose de soutenir des projets de porteurs capables d'accompagner le déploiement de la politique régionale.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier adopté lors de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 et des conditions suivantes. L'attribution de la subvention s'inscrit par ailleurs dans le cadre Régime cadre exempté de

notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP ..... du ....., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir «LA POSTE SA » pour la réalisation de l'opération « «Projet\_\_Titre» » dont le descriptif complet figure dans la fiche projet et les annexes de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au groupe La Poste SA une subvention correspondant à un montant maximum de « montant »€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans la fiche projet annexées à la présente convention.

### **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

#### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Un comité de suivi réunissant les services de la Région ainsi et de La Poste SA »est organisé tous les trois mois après le vote de la commission permanente.

Les points abordés lors de ce comité de suivi sont les suivants :

- Etat d'avancement des travaux financés dans le cadre de ladite convention ;
- Retour sur l'utilisation des espaces de travail collaboratifs ;

Un comité de pilotage réunissant l'exécutif régional et La Poste SA est organisé à N+12 en présence de l'exécutif régional et « nom du porteur »pour faire un bilan des résultats de l'opération

#### **ARTICLE 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS**

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le prix pratiqué en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire, dans le respect des règles applicables en matière de passation des marchés publics

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif des biens

#### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS**

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

#### **ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le Bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Informers la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

#### **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne

réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ART 3.1 : CADUCITE**

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

#### **ART 3.2 : CALCUL DE LA SUBVENTION**

La subvention régionale s'inscrit dans le cadre du Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020. A ce titre, Les coûts admissibles sont les coûts d'investissement dans des actifs corporels et incorporels. Le calcul de l'aide par espace financé s'effectue de la manière suivante : Aide = coûts d'investissement actualisés – (revenus actualisés – coûts d'exploitation actualisés)

#### **ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

##### **3.2.1 : versement d'acomptes**

LA POSTE SA peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

- Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
  - L'état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de La Poste SA pour les dépenses effectuées par celle-ci et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
  - L'état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de La Poste Immobilier pour les dépenses effectuées par La Poste IMMOBILIER et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les dépenses effectuées par sa filiale en vue de la réalisation des opérations subventionnées, l'ensemble des documents présentés à la Région devra avoir fait l'objet d'une validation préalable par La Poste SA, qui attestera ainsi de l'avancement des travaux. Cette validation sera matérialisée par un courrier de La Poste SA qui sera transmis en appui aux autres documents du bénéficiaire

Le versement du premier acompte est subordonné à la transmission à la région de la copie du contrat liant La Poste SA et sa filiale La Poste IMMOBILIER et/ou de tout autre document contractuel prouvant que la subvention régionale vient en déduction du prix à payer par la filiale pour la réalisation de tout ou partie des opérations subventionnées.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

### 3.2.1 : versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par La Poste SAA de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :



- un état récapitulatif de l'ensemble des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

- L'état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de La Poste SA pour les dépenses effectuées par celles-ci et est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- L'état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal de La Poste Immobilier pour les dépenses effectuées par La Poste IMMOBLIER et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme. Pour les dépenses effectuées par sa filiale en vue de la réalisation des opérations subventionnées, l'ensemble des documents présentés à la Région devra avoir fait l'objet d'une validation préalable par La Poste SA qui attestera ainsi de l'avancement des travaux. Cette validation sera matérialisée par un courrier de La Poste SA qui sera transmis en appui aux autres documents du bénéficiaire

- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal de La Poste SA et de La Poste Immobilier. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes de La Poste SA et de La Poste Immobilier est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné (cf modèle joint en annexe à la convention).

L'ensemble des documents émanant de La Poste IMMOBILIER devra avoir été validé au préalable par La Poste SA qui engage sa responsabilité sur l'état d'achèvement des travaux.

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

### **Art 3.3 : Révision du montant subventionné**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Au moment du versement du solde de la subvention et pour chaque infrastructure, le bénéficiaire transmet à la Région les derniers documents comptables et le dernier bilan connu et certifié de l'infrastructure faisant apparaître les revenus actualisés de celle-ci, les coûts d'exploitation, les revenus exploitations actualisés de l'infrastructure ainsi que la marge d'exploitation.

Dans le cas où ces documents feraient apparaître une marge d'exploitation supérieure à celle présentée dans le dossier de demande de subvention et ayant servi de base au calcul de celle-ci, le montant de la subvention sera revu à la baisse afin de respecter les conditions posées par le régime exempté SA. 40206.

#### **Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du « date de la CP » et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le « date de la CP »

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au

Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

Pour la Région Ile-de-France,  
La Présidente du Conseil régional

Pour le

Valérie PECRESSE

**ANNEXE 5 : CONVENTION TYPE RELATIVE AUX  
PROJETS FINANCES DANS LE CADRE DU CR  
N° 21-16**

**Convention type entre la Région et le bénéficiaire  
du dispositif 1000 tiers lieux à l'horizon 2021**

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n° du ...21 septembre 2016.....

Ci-après dénommée « La Région »,

Et

Le bénéficiaire dénommé : «Porteur\_de\_projet\_Nom»

dont le statut juridique est : «Forme\_juridique\_actuelle»

Dont le numéro SIRET est : .....

Dont le siège social est situé au .....

Ayant pour représentant .....

En vertu de la demande de .....

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

**PREAMBULE :**

Par délibération CR n° 21-16 du 16 juin 2016, la Région Ile-de-France a voté le principe de l'émergence d'une nouvelle génération de tiers lieux périurbains et ruraux. Avec pour objectif de contribuer à rattraper le retard en milieu rural et de contribuer à l'équilibre financier de ces lieux, la Région Ile-de-France propose de soutenir des projets de porteurs capables d'accompagner le déploiement de la politique régionale.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect du Règlement Budgétaire et Financier adopté lors de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 et des conditions suivantes. L'attribution de la subvention s'inscrit par ailleurs dans le cadre Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP ..... du ....., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir «Porteur\_de\_projet\_Nom» pour la réalisation de l'opération « «Projet\_\_Titre» » dont le descriptif complet figure dans la fiche projet et les annexes de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à un montant maximum de « montant » €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans la fiche projet annexées à la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Un comité de suivi réunissant les services de la Région ainsi et « nom du porteur » est organisé tous les trois mois après le vote de la commission permanente.

Les points abordés lors de ce comité de suivi sont les suivants :

- Etat d'avancement des travaux financés dans le cadre de ladite convention ;
- Retour sur l'utilisation des espaces de travail collaboratifs ;

Un comité de pilotage réunissant la Région et « nom du porteur » est organisé à N+12 en présence de l'exécutif régional et « nom du porteur » pour faire un bilan des résultats de l'opération

### **ARTICLE 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS**

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant **une durée de ..... ans l'affectation** des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le prix pratiqué en cas d'utilisation ou de vente de l'infrastructure correspond au prix du marché.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire, dans le respect des règles applicables en matière de passation des marchés publics

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE**

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
  - o dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
  - o des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
  - o des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,

- de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire...
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## **ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ART 3.1 : CALCUL DE LA SUBVENTION**

La subvention régionale s'inscrit dans le cadre du Régime cadre exempté de notification N° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la



période 2014-2020. A ce titre, Les coûts admissibles sont les coûts d'investissement dans des actifs corporels et incorporels. Le calcul de l'aide par espace financé s'effectue de la manière suivante : Aide = coûts d'investissement actualisés – (revenus actualisés – coûts d'exploitation actualisés)

### **ART 3.2 : CADUCITE**

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.  
Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.  
Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

### **ART 3.3 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **Art 3.3.1 : Versement d'acomptes**

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **Art 3.3.2 : Versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné :

- à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom

et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- D'un bilan de l'utilisation de l'espace (nombre et description des personnes accueillies dans l'espace) ;
- à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace (nombre et description des personnes accueillies dans l'espace)
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

#### **ART 3.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Au moment du versement du solde de la subvention et pour chaque infrastructure, le bénéficiaire transmet à la Région les derniers documents comptables et le dernier bilan connu et certifié de l'infrastructure faisant apparaître les revenus actualisés de celle-ci, les coûts d'exploitation, les revenus exploitations actualisés de l'infrastructure ainsi que la marge d'exploitation.

Dans le cas où ces documents feraient apparaître une marge d'exploitation supérieure à celle présentée dans le dossier de demande de subvention et ayant servi de base au calcul de celle-ci, le montant de la subvention sera revu à la baisse afin de respecter les conditions posées par le régime exempté SA. 40206.

#### **ART 3.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du « date de la CP » et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire, à savoir le « date de la CP »

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

*Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)*

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

Pour la Région Ile-de-France,  
La Présidente du Conseil régional

Pour le

Valérie PECRESSE

## **ANNEXE 6 : AVENANT N°2 A LA CONVENTION N° EX 009170**

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION N° EX 009170**

Relative au soutien pour la réalisation d'un espace de travail collaboratif

**ENTRE :****La Région Ile-de-France,**

représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile de France,  
agissant en exécution de la délibération n° CP XX du 2016,  
ci-après dénommée « La Région » ;

**La structure bénéficiaire DIDAXIS**

dont le statut juridique est : SAS  
N° SIRET : 480 643 139 00060  
dont le siège social est situé au : 12, rue Godot de Mauroy, 75009 PARIS  
ayant pour représentant, Monsieur Guillaume CAIROU, Président  
ci-après dénommé « le nouveau bénéficiaire » ;

**ET****La SAS NOMAD OFFICE, représentée par la SELARL GARNIER – GUILLOUËT**

dont le statut juridique est : SELARL  
N° SIRET : 47854724300012  
dont le siège social est situé au : 55, rue Aristide Briand  
ayant pour représentant, Madame Sophie GUILLOUËT, ci-après dénommée «le bénéficiaire initial»

**Après avoir rappelé :**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention issu du rapport cadre n° CR 63-13 relatif aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Par délibération n° 15-440 du 9 septembre 2015, la Région a accordé une subvention de 103 050 € à la SAS NOMAD OFFICE pour la réalisation du projet « Création d'un tiers lieu à la Ferté-sous-Jouarre », correspondant à 50% des dépenses éligibles estimées à 206 100€. Un premier avenant type a été conclu suite au vote de la CP n° 15-675 du 8 octobre 2015 pour acter des modifications liées à la convention type «espace de travail collaboratif».

Décide le transfert à la SAS DIDAXIS d'une partie de la subvention initiale accordée à la SAS NOMAD OFFICE par la délibération n° CP 15-440 du 9 septembre 2015, en vue de la mise en œuvre du projet «Création d'un tiers lieu à la Ferte-sous-Jouarre», soit 72 135 € correspondant au solde de la subvention initiale de 103 050€ représentant 50 % des dépenses éligibles estimées à 206 100 €.

Le bénéficiaire initial étant placé en liquidation judiciaire simplifiée, la société DIDAXIS (SAS), se propose de le reprendre à son compte.

Pour permettre la continuité du projet, il est proposé de signer un avenant n°2 à la convention initiale entre la Région, la SAS NOMAD OFFICE (ancien bénéficiaire), représentée par la SELARL GARNIER – GUILLOUËT (mandataire judiciaire) et la SAS DIDAXIS (nouveau bénéficiaire) pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention, à savoir, HT à la SAS DIDAXIS.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

**ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE**

Le projet «Création d'un tiers lieu à la Ferté-sous-Jouarre», initialement porté par la SAS «NOMAD OFFICE» est désormais mis en œuvre par la SAS «DIDAXIS».

**ARTICLE 2 : DELAI D'OUVERTURE**

Compte tenu du retard pris dans la réalisation du projet, lié au changement du bénéficiaire de la subvention, il est proposé d'accorder un délai d'un an supplémentaire au porteur pour la réalisation du projet. Le projet doit donc s'achever au plus tard le 09/07/2018.

**ARTICLE 3 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature est inchangée.

**ARTICLE 4 : ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE**

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'une avance d'un montant de 30 915 €.

Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à l'avenant, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 72 135 €.

Fait à Paris, en trois exemplaires, le

Le représentant légal  
du bénéficiaire initial

La présidente du  
Conseil régional d'Ile-de-France

Le représentant légal  
du nouveau bénéficiaire

**ANNEXE 7 : AVENANT N°1 A LA CONVENTION  
N°1583**



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° 1583**

Relative au soutien régional aux projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets  
E-Inclusion 2014

**ENTRE****La Région Ile-de-France,**

représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile de France,  
agissant en exécution de la délibération n° CP 16-... du 12 octobre 2016,  
ci-après dénommée «La Région» ;

**L'Association Traces**

dont le statut juridique est : Association

N° SIRET : 494 577 851 000 20

dont le siège social est situé au : 23 rue des Balkans - 75020 PARIS

ayant pour représentant, Monsieur Bastien LELU, Président dûment habilité  
ci-après dénommé «le nouveau bénéficiaire» ;

**ET****L'Association Les Atomes CROCHUS**

dont le statut juridique est : Association

N° SIRET : 442 783 999 000 18

dont le siège social est situé au : 45 rue d'Ulm - 75005 PARIS

ayant pour représentant, Monsieur Richard-Emmanuel EASTES, Président,  
ci-après dénommée «le bénéficiaire initial»

**Après avoir rappelé :**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions rappelées au règlement d'intervention issu du rapport cadre n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relatif aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010.

Par délibération n° CP 14-641 du 20 novembre 2014, la Région a décidé de soutenir Les Atomes Crochus pour la réalisation du projet «Développement de projets numériques intergénérationnels». Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire :

- une subvention de fonctionnement correspondant à 29,92 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 146 400,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 43 800,00 €.
- une subvention d'investissement correspondant à 80 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 7 750,00 € HT, soit un montant maximum de subvention de 6 200,00 €.

L'Association Les Atomes Crochus, bénéficiaire initial, va fusionner avec l'Association Traces, présidée par M. Bastien LELU.

En dehors des modifications administratives entraînées par cette décision, les activités de l'Association Les Atomes Crochus et notamment celles dans le cadre du projet susmentionné continueront comme prévu.

Pour permettre la continuité du projet, il est proposé de signer un avenant n°1 à la convention initiale entre la Région, l'Association Les Atomes Crochus (bénéficiaire initial) et l'Association Traces (nouveau bénéficiaire) pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert du reliquat de la subvention, à savoir pour :

- le fonctionnement : 24 989,45 €.
- l'investissement : 5 719,40 €

à l'Association Traces.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

#### **ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE**

Le projet «développement de projets numériques intergénérationnels» initialement porté par l'Association Les Atomes Crochus est désormais mis en œuvre par l'Association Traces.

#### **ARTICLE 2 : TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature est inchangée.

#### **ARTICLE 3 : ATTRIBUTION DU SOLDE DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE**

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes d'un montant de :

- 18 810,55 € pour le fonctionnement
- 480,60 € pour l'investissement.

Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans les fiches projet jointes à l'avenant, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à :

- 24 989,45 € pour le fonctionnement
- 5 719,40 € pour l'investissement

Fait à Paris, en 4 exemplaires, le

Le représentant légal  
du bénéficiaire initial

La présidente du  
Conseil régional d'Ile-de-France

Le représentant légal  
du nouveau bénéficiaire

**ANNEXE 8 : AVENANT N°2 A LA CONVENTION  
N° EX 005193**

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION N° EX 005193**

Relative au soutien pour la réalisation d'un espace de travail collaboratif

**ENTRE :****La Région Ile-de-France,**

représentée par Madame Valérie Pécresse, présidente de la Région Ile de France,  
agissant en exécution de la délibération n° CP XX du 16 novembre 2016,  
ci-après dénommée « La Région » ;

**La structure bénéficiaire LITTLE BIG BOAT**

dont le statut juridique est : PME

N° SIRET : 818 223 133 00013

dont le siège social est situé au : 25, rue Nollet, 75017 PARIS

ayant pour représentant, Monsieur Henry BRAYE, Président

ci-après dénommée « le nouveau bénéficiaire »

**ET****La structure SEINARIO**

dont le statut juridique est : PME

N° SIRET : 751 342 874 00011

dont le siège social est situé au : 6 quai Jean Compagnon, 94200 IVRY SUR SEINE

ayant pour représentant, Madame THOUVENIN GUILLERMOU HEZARD Véronique, Co-Gérante

ci-après dénommé « le bénéficiaire initial »

**Après avoir rappelé :**

Par délibération n° CP 14-508 du 24 septembre 2014, la Région a accordé une subvention de 50 000 € à la société SEINARIO pour le projet «LITTLE BIG BOAT». Le bénéficiaire initial n'étant plus en mesure de continuer à porter le projet financé, la société Little BIG Boat, Société par Actions Simplifiées (SAS), dont le représentant est Monsieur Loic BRAYE, se propose de le reprendre à son compte.

Pour permettre la continuité du projet, il est proposé de signer un avenant n° 2 à la convention initiale entre la Région, la SAS SEINARIO (bénéficiaire initial) et la SAS LITTLE BIG BOAT (nouveau bénéficiaire) pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser

le transfert de la totalité de la subvention, à savoir, 50 000 € HT au profit de la SAS LITTLE BIG BOAT.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

**ARTICLE 1 : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE**

Le projet « LITTLE BIG BOAT- SEINARIO » initialement porté par la SAS « SEINARIO » est désormais mis en œuvre par la SAS « LITTLE BIG BOAT ».

**ARTICLE 2 : DELAI D'OUVERTURE**

Compte tenu du changement de bénéficiaire de la subvention, il est proposé d'accorder un délai d'un an supplémentaire au porteur pour la réalisation du projet. Le projet doit donc s'achever au plus tard le 09/07/2018.

**ARTICLE 3 : MAINTIEN DES OBJECTIFS ET ELEMENTS DU PROJET**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

**ARTICLE 4 : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION INITIALE AU NOUVEAU BENEFICIAIRE**

Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à l'avenant, le montant de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 50 000 €.

Fait à Paris, en trois exemplaires, le

Le représentant légal  
du bénéficiaire initial

La présidente du  
conseil régional d'Ile-de-France

Le représentant légal  
du nouveau bénéficiaire

|                                            |
|--------------------------------------------|
| <b>FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX005193</b> |
|--------------------------------------------|

Commission Permanente du 24 septembre 2014

|                                                      |
|------------------------------------------------------|
| <b>Objet : SEINARIO : LITTLE BIG BOAT - SEINARIO</b> |
|------------------------------------------------------|

| Libellé base subventionnable                | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---------------------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux espaces de travail collaboratif | 406 473,00 €                 | 12,30 %             | 50 000,00 €                   |
| <b>Montant Total de la subvention</b>       |                              |                     | 50 000,00 €                   |

**Imputation budgétaire :** 905-56-20421-156001-400  
15600105- Espaces de travail collaboratifs

|                                    |
|------------------------------------|
| <b>PRESENTATION DE L'ORGANISME</b> |
|------------------------------------|

Dénomination : SEINARIO  
 Adresse administrative : 6 QUAI JEAN COMPAGNON  
 94200 IVRY-SUR-SEINE  
 Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
 Représentant : Madame VERONIQUE THOUVENIN GUILLERMOU HEZARD, Co-Gérante

Objet : NC

N° SIRET : 75134287400011

|                               |
|-------------------------------|
| <b>PRESENTATION DU PROJET</b> |
|-------------------------------|

Dispositif d'aide : Soutien aux espaces de travail collaboratif  
 Rapport Cadre : CR63-13 du 27/09/2013

Objet du projet : Réhabilitation d'un bateau de mer à passagers\_ afin de créer, accueillir et animer des espaces de travail collaboratif et événementiels, dédiés aux métiers de la création, à Boulogne Billancourt.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2014

Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2015

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet pourra démarrer de façon anticipé, de manière à pouvoir ouvrir le lieu le plus rapidement possible pour les usagers.

**Objectifs :**

Les objectifs du projet sont de :

- Offrir aux professionnels de la création du Grand Paris Seine Ouest de nouvelles ressources pour optimiser leur développement.

- Fédérer et animer une communauté de travailleurs indépendants et de salariés d'entreprises, liés aux métiers de la création, sur la zone.
- Répondre aux besoins exprimés par cette communauté de lieux de travail et d'échanges, de mutualisation de compétences et de réseau, en proposant un lieu et un environnement adapté à leurs métiers et à leur style de vie et de travail.
- Créer et animer un lieu convivial, accessible permettant à la fois la concentration, la communication à distance, l'échange de connaissances et de savoir-faire, mais aussi le développement d'un réseau professionnel.
- Accueillir des événements professionnels : workshop, conférences/séminaires, formation, expositions, conférences de presse, projection, festival, show-room, réunions en petit ou grand comité.

### **Description :**

Dans un cadre privilégié, en bord de Seine, sur le FROMVEUR un ancien bateau de mer à passagers (navette entre la côte et les îles d'Ouessant), réhabilité en bateau co-working sous le nom LITTLE BIG BOAT,

Des espaces de travail collaboratif modulables pour les indépendants, les entreprises et les salariés en télé travail : environ 40 postes de travail dont 3 bureaux privés, salles de réunion/conférences/séminaires.

#### **Accueil & services :**

- restauration pour les utilisateurs du Little Big Boat (food trucks, sélection de restauration en livraison)
- service traiteur (cap seguin)
- wifi sécurisé
- vestiaire/casiers
- imprimante/scanner/photocopieuse,
- bar lounge espace de travail (18 postes environ)
- open space (17 postes environ)
- salles de réunion
- bureaux privatisables
- salle polyvalente : projection, séminaire, conférences
- salle panoramique : événementiel, réunions, workshop, expositions
- une terrasse extérieure privatisable (pont supérieur)
- quai aménagé : espace détente outdoor
- parking

L'équipement est de qualité répondant aux normes BBC (éclairage), d'accessibilité (PMR, parking) et de confort (ergonomie) via des prestataires fournisseurs experts en aménagement tertiaires.

Les horaires sont modulables en fonction des besoins exprimés par la majorité de la communauté :

- co-working : prévision semaine 9h/18h
- événements : 18h/22h et privatisation le week-end

Les tarifs sont à la carte (horaires, 1/2 journées, journées, mois) avec un accès préférentiel aux espaces événementiels pour les abonnés. Un tarif start-up/pépinière est aussi à l'étude.

Un site internet permettra notamment de gérer l'information de la communauté et la réservation des espaces.

Conseil et mise en réseau : avec l'éco-système co-working et entreprises du Grand Paris Seine Ouest.

**Moyens mis en œuvre :**

SEINARIO/LITTLE BIG BOAT est animé par des professionnels travaillant depuis de nombreuses années dans les univers créatifs.

SEINARIO apporte le bateau réhabilité ainsi que la place quai Alphonse le Gallo (convention signée avec le Port Autonome de Paris).

Pour la gestion du lieu, il est proposé des compétences mutualisées et la mise en commun des réseaux :

**CINEMA/AUDIOVISUEL**

3 acteurs du monde du cinéma et de la télévision (Emmanuel About producteur, Gautier About, scénariste, comédien et réalisateur, Philippe Hézard, chef décorateur de cinéma). Emmanuel About et Gautier About, ayant déjà monté 2 bateaux l'un à Ivry-sur-Seine (Playtime) l'autre à Bordeaux (Iboat).

**DESIGN, COMMUNICATION, TENDANCES**

Véronique Thouvenin, journaliste et bloggeuse [www.zapdesign.com](http://www.zapdesign.com) (14 000 abonnés) et agence de conseil en communication, relations presse et relations publiques, développement design, décoration, art de vivre [www.thouvenin-veronique.com](http://www.thouvenin-veronique.com)

Organisatrice de 1990 à 2009 des salons maison et objet, elle fédère une large communauté créative et est active sur les réseaux sociaux.

**EVENEMENT, RESTAURATION, CONSEIL**

Manuel Heurtier, restaurateur, déjà implanté depuis plusieurs années sur le quai Alphonse le Gallo et acteur de la communauté boulonnaise.

**L'EQUIPE**

Se compose d'un salarié à plein temps (accueil) et de 4 à temps partiel (animation réseau/communication/presse + restauration/gestion + commercial/développement + logistique/technique).

Echanges en cours avec des blogs design, des associations Cinéma et audio-visuel, des entreprises et des plateformes de mises en relations entreprises/créatifs.

**Intérêt régional :**

Une implantation à Boulogne Billancourt permet d'offrir aux indépendants, entreprises et salariés une proximité avec leur entreprise, leurs clients ou leur domicile, permettant ainsi d'optimiser le temps de transport, le temps de travail, la qualité de vie et le respect de l'environnement.

Le projet répond également à une très forte demande non satisfaite dans l'ouest parisien.

**Public(s) cible(s) :**

Ce projet s'inscrit dans un éco-système favorable aux métiers de la création, en synergie avec les entreprises et indépendants de cette zone.

Les métiers de création et d'innovation sont le cœur de cible du projet, de par les expériences et réseaux des porteurs du projet et leurs motivations personnelles et professionnelles :

- Métiers du cinéma et de l'audio-visuel : producteurs, réalisateurs, scénaristes, formateurs, administrateurs, monteurs, vidéastes ...
- Métiers de la communication, marketing, médias, publicité, audit et conseil : coaching, formation, webmaster, relations presse, relations publiques, publicité, ...
- Métiers du design et de l'architecture : designer, webdesigner, graphiste, infographiste, architecte d'intérieur, architecte, scénographe, styliste



Le projet cible également le grand public pour les événements cinéma et art de vivre (expositions, présentation de collections, projections).

**Localisation géographique :**

- BOULOGNE-BILLANCOURT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2014

| Dépenses (€)            |              |         | Recettes (€)    |              |         |
|-------------------------|--------------|---------|-----------------|--------------|---------|
| Libellé                 | Montant      | %       | Libellé         | Montant      | %       |
| Aménagement des locaux  | 265 080,00   | 21,06%  | Fonds propres   | 578 955,00   | 45,99%  |
| Equipement des locaux   | 121 720,00   | 9,67%   | Région          | 50 000,00    | 3,97%   |
| Equipement informatique | 19 673,00    | 1,56%   | Autres produits | 630 000,00   | 50,04%  |
| Dépenses non éligibles  | 852 482,00   | 67,71%  | Total           | 1 258 955,00 | 100,00% |
| Total                   | 1 258 955,00 | 100,00% |                 |              |         |